

# POINTS DE REPÈRES

N° 40 - Décembre 2012 - 9 €



Vous avez dit

## “Milieux populaires” ?

ENTRE POSITION SOCIALE COMMUNE ET ÉCLATEMENT DES RÉALITÉS

Muriel Vanderborght

Vous avez dit

# “Milieux populaires” ?

ENTRE POSITION SOCIALE COMMUNE ET ÉCLATEMENT DES RÉALITÉS

Muriel Vanderborght  
Chargée de recherche aux Equipes Populaires

*Nous tenons à remercier le groupe de travail  
qui a suivi l'élaboration de cette étude  
et l'a enrichie par ses précieux conseils :*

*Jean Daems*

*Jean Blairon*

*Emile Servais*

*Jean-Michel Charlier*

---

Ed. responsable : Christine Steinbach, rue de Gembloux, 48 - 5002 Namur  
Achévé d'imprimer en Décembre 2012 - Dépôt légal D/2012/5622/2

Avec le soutien de la  FÉDÉRATION  
WALLONIE-BRUXELLES

---

# Table des matières

Introduction	5
Note méthodologique	7
Partie I : Apports théoriques	9
1. Une petite histoire des classes sociales	11
1.1. Une structure sociale basée sur le travail	12
1.2. Ascension du salariat et « moyennisation » de la société	13
1.3. Une société en voie d'éclatement	15
1.4. Mobilité et flexibilité comme nouvelles donnes	17
1.5. Vers une société sans classes ?	19
2. Le milieu populaire existe-t-il encore ?	21
2.1. Des milieux populaires à décliner au pluriel	22
2.2. Une série des traits communs	23
2.3. Une unité sans homogénéité	25
3. Comment re-coaliser ?	27
3.1. La question sociale	27
3.2. Nommer pour faire exister	29
3.3. La notion de conflit comme piste pour une re-coalition des milieux populaires fragmentés	31

<b>Partie II : Enquête de terrain :</b>	
<b>    Le cas des Equipes Populaires</b>	<b>35</b>
<b>1. Première esquisse de notre public</b>	<b>37</b>
1.1. Paroles de permanents	37
1.2. Présentation du questionnaire	39
1.3. Le sexe	39
1.4. L'âge	41
1.5. Le rapport à l'emploi	43
1.6. Conclusions intermédiaires et pistes	45
<b>2. L'appartenance à un ensemble social</b>	<b>47</b>
2.1. Présentation du questionnaire	47
2.2. Résultats	48
2.3. Commentaires des permanents	53
2.4. Conclusions intermédiaires et pistes	57
<b>3. La dynamique des groupes</b>	<b>59</b>
3.1. Présentation du questionnaire	59
3.2. Le type de groupes	59
3.3. Le type d'animateur	60
3.4. Le type de réponses recherchées	61
3.5. Le type d'activités menées	61
3.6. Commentaires des permanents	63
3.7. Conclusions intermédiaires et pistes	67
<b>4. Conclusion : Vers la reconstruction     d'une conscience collective partagée</b>	<b>69</b>
<b>Notes de bas de page</b>	<b>71</b>
<b>Bibliographie</b>	<b>73</b>



# Introduction

Milieus populaires ! Vous avez dit « milieux populaires » ? Vous pensez donc que ce monde existe encore ? Vous ne voulez toujours pas croire que les classes sociales ont disparu ? Vous espérez peut-être voir ressurgir des cohortes d'ouvriers qui descendent dans les rues pour défendre leur salaire et protéger leur outil ? Vous pensez que la solidarité, ça marche toujours ? Vous êtes sans doute nostalgique des années où la lutte des classes était encore à la mode ! Vous n'avez pas remarqué qu'aujourd'hui, tout le monde choisit son parcours ! Vous n'avez pas compris qu'enfin chacun est responsable de son destin !

À en croire certains, notre société ne serait plus qu'une somme d'individus. Tous différents et tous uniques. Tous reliés entre eux par des réseaux en tous genres, tous capables de discuter harmonieusement avec un voisin, un collègue ou un patron pour régler les divergences de points de vue... et non pas les divergences d'intérêts puisque ceux-ci n'existeraient plus.

Et pourtant ! Crises économiques, financières, sociales et politiques se sont succédé au cours des dernières décennies et ont considérablement modifié les rapports sociaux. Le plein-emploi, le progrès sans fin, la croissance à toute vitesse, le bien-être pour tous sont des rêves qu'il a fallu peu à peu abandonner. L'époque de la grande classe moyenne semble révolue... et l'ère de l'individualisme pousse quelques derniers soupirs en laissant derrière elle des naufragés de plus en plus nombreux.

Alors maintenant ? Que dire ? Et surtout, comment la dire, notre société ? Pendant de nombreuses années, les références aux classes sociales et aux milieux populaires ont été largement bannies du langage quotidien. Bannies, ou considérées comme suspectes. Pourtant, la disparition de certains termes de notre vocabulaire courant n'est pas sans conséquences et parfois on se prend à ne plus évoquer une réalité simplement parce que l'on voudrait la voir disparaître. Et on finit alors parfois par croire qu'elle a vraiment disparu.

Fille de l'éducation populaire, le monde de l'éducation permanente a également peu à peu mis de côté la référence aux milieux dits populaires. Le changement d'appellation qui a eu lieu en 1976, au moment de la parution du décret sur l'éducation permanente a été le point de départ de ce retrait progressif de la notion. En 1976, le décret distinguait encore pourtant une catégorie d'associations<sup>(1)</sup> adressant son travail « par priorité au public du milieu populaire ». En 2003, le nouveau décret relatif au secteur ne mentionne plus qu'un seul type d'associations, les activités de celles-ci devant être réalisées « notamment avec des publics issus de milieux populaires ». Les milieux populaires auraient-ils donc réellement dis-

paru ? Au bénéfice de qui devrait alors s'adresser notre travail ?

Pourtant, l'usage des classes sociales revient aujourd'hui au devant de la scène. Tant dans les travaux des sociologues contemporains que parmi les acteurs de terrain du travail socio-culturel, la notion semble garder encore toute sa pertinence. Le « populaire » refait surface dans les discours de nombreux militants ou travailleurs de mouvements sociaux mais aussi particulièrement dans le langage médiatique et politique, lorsque celui-ci souhaite désigner le vote « du peuple » et disqualifier les « populismes », qu'ils soient de droite ou de gauche.

Ce retour du populaire est néanmoins encore très discret. Il pose la question de la redéfinition d'un ensemble dont les contours ont fort probablement évolué suite aux bouleversements importants vécus dans le monde du travail et il interroge sur la place donnée aujourd'hui dans la société à cette frange toujours importante de la population.

En tant que Mouvement d'éducation permanente, l'intérêt que nous portons au monde populaire se marque jusque dans le nom de notre association. Cette réflexion sur les milieux populaires, nous la plaçons dans la lignée de certains théoriciens, d'hier et d'aujourd'hui, mais nous la développons également en regard de l'expérience très concrète que nous avons pu acquérir sur le terrain avec nos militants et les participants à nos groupes.

A l'heure actuelle, dans une société où l'individu prime, analyser les rapports entre les hommes au départ de catégories sociales semblerait n'avoir plus aucun sens. Si faire de l'éducation populaire en milieu populaire semblait une évidence il y a quelques dizaines d'années, ces termes cherchent actuellement à retrouver leur sens. Plutôt que d'éluder la question, nous avons voulu ici affirmer l'importance de retravailler au sens que nous pouvons donner à ces termes, afin sans doute de mieux comprendre aussi le sens que nous pouvons donner à notre travail.



# Note méthodologique

Le travail d'étude que nous entamons aujourd'hui fait suite à une série d'interrogations qui ont surgi à l'intérieur de notre Mouvement d'éducation permanente, et qui semblent faire écho aux questions que se posent d'autres associations telles que la nôtre.

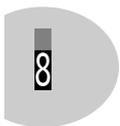
Afin de réaliser ce travail, il nous a tout d'abord semblé important de partir de notre réalité et de la connaissance pratique que les permanents du Mouvement ont de leurs groupes. La première étape a été d'objectiver la connaissance que nous avons de notre public et de placer la réflexion sur la notion de milieu populaire dans le cadre concret de notre expérience de terrain. Pour ce faire, nous avons entamé un processus de recherche participative impliquant les travailleurs du Mouvement. Au mois de septembre 2011, ceux-ci ont été confrontés à la difficile tâche d'exprimer face caméra la vision qu'ils avaient de leur travail, de leurs groupes et des publics qui les composaient.

Dans un deuxième temps et à la suite d'une série de lectures, nous avons construit un modèle théorique qui a pu servir de base à l'élaboration d'un questionnaire d'enquête portant sur le profil des membres du Mouvement ainsi que sur la dynamique interne à chaque groupe. Ce questionnaire a été rempli par les permanents des différentes fédérations. Par "permanents", nous entendons les professionnels du mouvement en charge de l'animation des groupes. Après dépouillement, les résultats de l'enquête ont été présentés à l'ensemble des permanents au cours d'une séance qui a permis d'affiner les résultats et de recueillir leurs commentaires.

Enfin, nous avons souhaité rencontrer certains permanents au cours d'entretiens individualisés, ce qui nous a permis d'affiner le regard sur les résultats et d'y apporter un éclairage de type qualitatif.

Parallèlement à ce travail d'enquête, les lectures d'une série d'ouvrages et d'articles, principalement issus de sociologues, nous ont offert un apport théorique propice à faire avancer notre réflexion. Notons également que tout au long du processus, le regard et l'accompagnement d'un groupe de pilotage, composé de Jean Daems<sup>(2)</sup>, Jean Blairon<sup>(3)</sup> et Emile Servais<sup>(5)</sup> ont permis un recadrage théorique et méthodologique régulier.

La présente étude n'a pas pour ambition d'apporter une réponse à toutes ces questions mais se présente plutôt sous la forme d'une recherche exploratoire qui permettra, nous l'espérons, de préciser certains concepts, d'objectiver la connaissance de notre public et de nos pratiques, de dégager des pistes de réflexion et d'approfondissement, d'aiguiller de futures décisions.



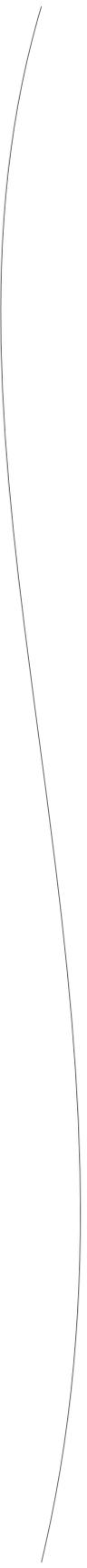
MILIEUX POPULAIRES

Points de repères

# Partie I :

## Les “milieux populaires”, une notion et des enjeux en pleine évolution

Apports théoriques



# Une petite histoire des classes sociales

Personne ne le contredira, nos sociétés contemporaines ont subi, au cours des dernières décennies, de profondes mutations : désindustrialisation, fin du « plein-emploi », chômage de masse, précarisation des contrats de travail, élargissement de la classe moyenne...

Le modèle de la pyramide sociale, à la base de laquelle on trouvait un large sous-prolétariat, et dont l'ascension menait, strate par strate, vers la classe ouvrière, la classe moyenne et enfin les positions sociales dominantes semble aujourd'hui dépassé. Non pas tant dans sa structure hiérarchisée - il n'est pas ici question de nier les rapports de domination à l'œuvre à l'intérieur de la société, bien au contraire - mais surtout dans sa division en classes sociales relativement fixes et stables.

Avant toute chose, il est important de s'accorder sur ce que l'on souhaite mettre derrière cette expression de « classe sociale ». Ce sont principalement les travaux de Karl Marx d'une part et Max Weber de l'autre qui ont fortement influencé toutes les lectures de la société par le prisme des classes sociales. Dans un article très récent, Louis Chauvel, sociologue français, synthétise les approches proposées par les deux économistes et philosophes du XIX<sup>e</sup> et du début du XX<sup>e</sup> siècle en une définition qui semble implicitement présente chez de nombreux sociologues contemporains. Selon cette définition, on parle de classes sociales pour des catégories *inégalement situées - et dotées - dans le système productif* et par ailleurs *marquées par une forte identité de classe*, cette identité pouvant se décliner de 3 manières. Une *identité temporelle* qui confère à la catégorie la possibilité de traverser le temps sur plusieurs générations, ceci étant dû tant à la faible mobilité sociale de ses représentants qu'à la rareté des échanges matrimoniaux avec les autres catégories. Une *identité culturelle* qui amène les membres de la catégorie à partager des références symboliques, des modes de vie, des façons de se comporter similaires. Enfin une *identité collective*, c'est-à-dire *une capacité à agir collectivement de façon conflictuelle, dans la sphère politique afin de faire reconnaître l'unité de la classe et de ses intérêts.*<sup>(5)</sup> Cette définition prend donc en compte des éléments à la fois objectifs tels que les moyens financiers, les questions d'accès aux biens et aux services, les références culturelles mais aussi subjectifs, le sentiment d'appartenance notamment.

## 1.1. Une structure sociale basée sur le travail

Si l'on démarre notre analyse à la période industrielle, on constate qu'au cours du XIX<sup>e</sup> et jusqu'à la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, l'appartenance à une classe sociale définie était claire pour une majorité de la population, et ce sur plusieurs générations : on naissait ouvrier, dans un milieu ouvrier, on y devenait ouvrier jusqu'à la fin de sa vie et l'on voyait pareillement grandir ses enfants et petits-enfants. De même, la naissance dans un univers bourgeois mettait généralement l'enfant sur les rails pour un avenir bourgeois. De façon globale, *des institutions durables encadraient les processus sociaux, profilaient les routines quotidiennes et conféraient des significations aux actions humaines et à leurs conséquences*<sup>(6)</sup>. Eglise, Etat, famille, syndicat, communauté étaient autant de repères stables aidant à l'inclusion et à l'identification au sein d'une classe.

C'est avant tout le rapport au travail qui structure la société et l'on peut considérer qu'à l'aube de la seconde guerre mondiale, celle-ci est encore vécue de façon duale par une majorité de la population : capital d'un côté, travail de l'autre. Les classes dites supérieures - aristocratie et haute bourgeoisie - sont minoritaires numériquement mais dominent de par leur possession de capitaux et les postes de direction ou de cadres qu'ils exercent. Les classes moyennes commencent à se développer : cols blancs ou agents d'administration par exemple. Les classes inférieures - paysannerie, artisans, monde ouvrier, sous-prolétariat - sont largement majoritaires en nombre mais ne possèdent que peu de biens excepté leur force de travail. Assez rapidement, c'est le terme de « classes populaires » qui apparaît pour englober l'ensemble de ces classes inférieures. Le pluriel employé marque déjà la diversité des profils composant ce « petit peuple ».

Pendant longtemps, ce sont les analyses se rapportant au monde ouvrier qui permettent de définir les caractéristiques principales de ces classes populaires et peu à peu l'idée s'installe que classe populaire et monde ouvrier se confondent largement. Cette confusion vient sans doute en partie du fait que le monde ouvrier a su, plus que la paysannerie par exemple, s'organiser pour porter des revendications communes et agir en tant que classe pour faire valoir ses droits.

A la veille de la seconde guerre mondiale, la conscience d'appartenance à une classe sociale est encore très élevée. Richard Hoggart, sociologue issu du milieu ouvrier anglais décrit de manière très détaillée les habitudes de vie de la classe ouvrière et les généralise à l'ensemble des classes populaires. Son ouvrage intitulé « La culture du pauvre » et publié à la fin des années cinquante s'attache à faire le portrait des traditions, langage, culture et vie quotidienne des quartiers ouvriers de son enfance. Il relaie également le discours porté dans les milieux qu'il étudie et qui reflète une vision du monde partagé entre « eux », c'est-à-dire ceux qui dirigent et possèdent, et « nous », ceux qui travaillent et exécutent. C'est ce que Robert Castel résumera plus tard en constatant que, dans les années 1930, persiste *un fort particularisme ouvrier. Niveau de vie, niveau d'instruction, modes de vie, rapport au travail, degré de participation à la vie sociale, valeurs partagées, dessinent une configuration spécifique qui constitue la condition ouvrière en classe sociale*<sup>(7)</sup>.

Si la société semble assez clairement partagée en une série de classes, elle n'en demeure pas

pour autant figée et des mutations importantes, d'ordre sociologique notamment, ont bien entendu lieu au cours de ces décennies : intégration progressive de la classe ouvrière, élargissement du salariat, acquisition de droits sociaux, amélioration matérielle des conditions d'existence, accès de plus en plus élargi à l'éducation... L'ascenseur social fonctionne, il monte pour certains, descend pour d'autres. Société en mouvement mais sur des temps plus longs, avec des changements et des ruptures moins brusques, avec des repères plus établis.

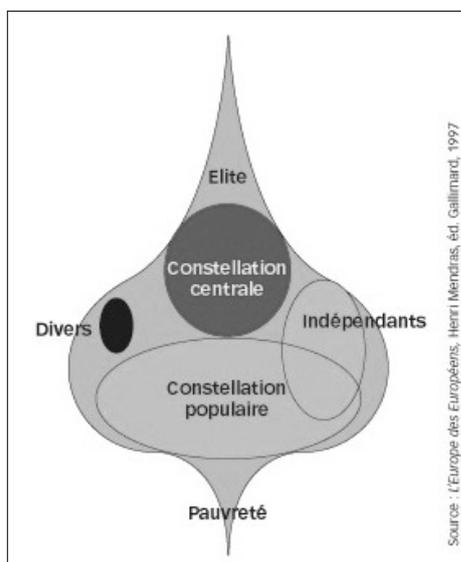
## 1.2. Ascension du salariat et « moyennisation » de la société

La seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle a vu peu à peu le salariat s'installer comme statut principal dans le monde du travail. Au début des années cinquante, les ouvriers représentent encore, en France, plus d'un tiers des travailleurs. Petit à petit pourtant, le salariat va se diversifier : ouvriers, fonctionnaires, cadres, prestataires de services, enseignants... Le salarié devient le modèle du travailleur moderne. Durant des siècles, ce statut avait pourtant été considéré comme indigne et misérable : *on était salarié lorsqu'on n'était rien et que l'on n'avait rien à échanger hormis la force de ses bras. Quelqu'un tombait dans le salariat quand son état se dégradait : l'artisan ruiné, le tenancier que la terre ne nourrissait plus, le compagnon qui ne pouvait devenir maître... Être ou tomber dans le salariat, c'était s'installer dans la dépendance*<sup>(8)</sup>. Au cours des années 1960, on peut néanmoins constater qu'il est devenu le statut le plus répandu, offrant une qualité de vie et des garanties sociales recherchées par le plus grand nombre. Petit à petit, c'est l'ère du prolétariat qui s'achève...<sup>(9)</sup>

Pour Robert Castel, on peut situer en 1975 l'année de l'« apothéose du salariat ». La proportion des salariés dans la population active en France est passée de 49% en 1931 à 83% en 1975. L'augmentation des salariés non ouvriers est également significative, ils passent de 2,7 millions en 1931 à 7,9 millions en 1975. Cette promotion du salariat *bouscule l'opposition séculaire du travail et du patrimoine*. Le travail peut maintenant, à certaines conditions, mener vers des positions sociales élevées, voire même dominantes. Alors que la société de l'immédiat après-guerre se marquait encore par de forts antagonismes de classes, on remarque qu'au cœur des années 1970, les salariés forment le noyau central d'une société qui semble tout entière entraînée vers l'opulence et le progrès.

Les bouleversements du monde du travail et l'accès de plus en plus élargi à une série de biens et de services vont de pair avec le développement d'un discours sur la « moyennisation » de la société. Au cours des dernières décennies du XX<sup>e</sup> siècle, l'ensemble des travailleurs des différents secteurs sont alors englobés dans une sorte de grande classe moyenne aux contours flous et aux caractéristiques peu définies. Une classe moyenne qui réunit, dans les discours du moins, une part importante des groupes traditionnellement situés dans la partie inférieure de l'échelle sociale mais également une frange non négligeable de sa partie supérieure. Aux marges de cette classe moyenne, on trouve d'une part des populations exclues de la dynamique de la société industrialisée, ceux que l'on appelle le « quart-monde » et d'autre part des personnes vivant des situations d'exception. Pour Robert Castel, *la société salariale peut déployer une structure relativement homogène dans sa différencia-*

tion. Non seulement parce que l'essentiel des activités sociales est recentré autour du salariat. Mais surtout parce que la plupart des membres de cette société trouvent dans le salariat un principe unique qui à la fois les réunit et les sépare, et fonde ainsi leur identité sociale (...) Une telle société comporte des marges, des positions d'excellence au-dessus du salariat et des positions d'indignité en dessous-de lui.<sup>(10)</sup>



Schématiquement, le modèle de la pyramide sociale fait place à un modèle sociétal en forme de toupie, selon Henri Mendras, ou de montgolfière, selon Alain Lipietz. Les données utilisées pour construire ces modèles sont principalement celles du revenu et du niveau scolaire. Il est intéressant de voir que chez Mendras par exemple, les milieux populaires sont entièrement inclus dans cette large classe moyenne et forment ce qu'il appelle *une constellation populaire* dans laquelle on retrouve *les groupes ouvriers et employés*.<sup>(11)</sup> Pour Alain Lipietz, l'image de la montgolfière symbolise le caractère ventru du modèle de société, au sommet de laquelle on trouve peu de riches et dont la base est constituée par peu de pauvres. Selon lui, la société est alors à ce moment - on parle de l'époque qui va du milieu des années 1950 à

la crise du début des années 1970 - *emportée par un escalier mécanique où les distances sociales restent stables mais où tout le monde s'élève*. C'est une période au cours de laquelle les modes de vie des différentes classes sociales se rejoignent et l'on peut en citer comme exemples l'extension du port du jeans dans toutes les couches de la société, la popularité grandissante des soirées « barbecue » ou encore des vacances en camping.

En ce qui concerne le côté subjectif de la structure sociale, ce n'est que quelques années plus tard que l'on commencera à voir réellement la conscience de classe chuter fortement. Dans son analyse, Louis Chauvel constate en effet un pic du sentiment d'appartenance à une classe sociale vers 1975 avant une descente importante qui durera jusqu'à la fin des années 1990. On remarque donc un décalage très net entre le moment où dans les faits, les conditions de vie se sont améliorées pour un ensemble large de la population et l'instant où les individus se sont rendu compte que ces améliorations bouleversaient leur rapport à la structure de la société tout entière.

Cette nouvelle manière de se sentir faire partie d'une large classe moyenne n'est pas sans conséquences, ce qu'analyse Henri Mendras pour le cas de la société française : *les Français sont de plus en plus nombreux à se dire appartenir à la classe moyenne, ce qui est évidemment la négation d'une conscience de classe. (...) La classe moyenne est en train de se détruire elle-même en tant que classe, entraînant une transformation de toute la structure sociale qui enlève du même mouvement à la classe ouvrière et à la classe dirigeante leur caractère de classe au sens fort, marxiste du terme*.<sup>(12)</sup> Avec la perte progressive du sentiment d'appartenance, c'est aussi la conscience de divergences d'intérêts entre différents acteurs de la vie économique, sociale et culturelle qui s'effondre.

### 1.3. Une société en voie d'éclatement

Le discours sur la « moyennisation » de la société qui s'est développé dans le courant des années 1970 correspondait donc à une volonté de gommer les inégalités sociales puisque l'ensemble de la société était censée aller d'un même pas vers le progrès et le bien-être. Pourtant, des analystes tels que Bourdieu et Passeron relevaient déjà en 1970<sup>(13)</sup> le maintien, par toute une série de mécanismes, des inégalités et des différences de classe tant au niveau économique que social et culturel. Ils insistent particulièrement sur le leurre que constitue, pour de nombreux jeunes, l'accès élargi à l'éducation. Si l'école a permis à une partie importante des enfants issus des classes populaires de grimper quelques marches sur l'échelle sociale, elle contribue néanmoins largement à la reproduction des inégalités quand l'élève qui y entre est porteur d'un héritage culturel, d'habitudes relationnelles, d'un rapport au savoir déterminé en grande partie par son univers familial. La toupie de Mendras montre d'ailleurs assez bien que si les classes populaires sont comprises dans l'ensemble de la classe moyenne, elles n'en restent pas pour le moins la constellation la moins bien dotée de cet ensemble.

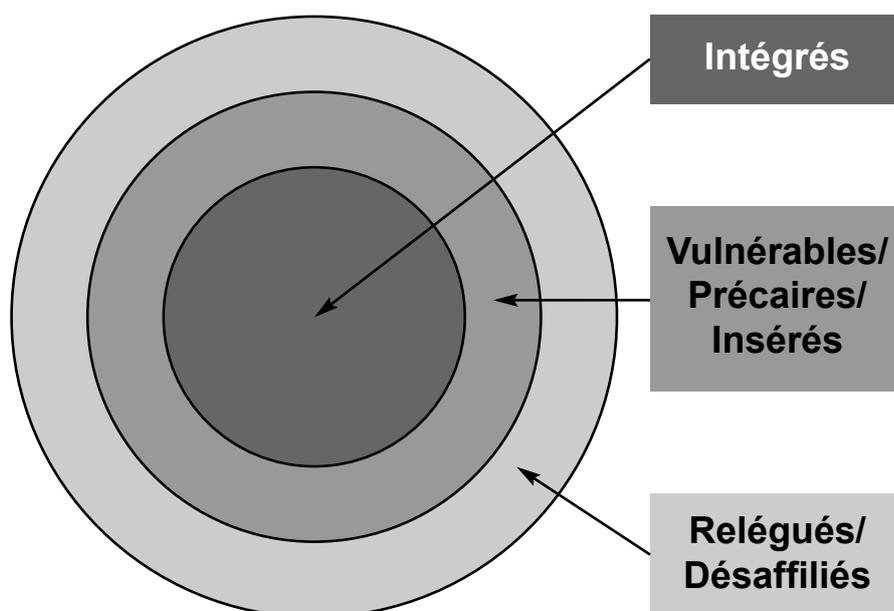
La crise vécue au début des années 1970 va inverser la marche de cette roue du progrès sans fin et les trois dernières décennies du siècle vont à nouveau bouleverser considérablement le monde du travail. Au cœur des années 1990, le portrait que l'on pouvait faire, en Occident, de nos marchés de l'emploi avait connu des transformations caractéristiques : *fémisation* avec l'entrée massive des femmes sur le marché de l'emploi ; *tertiarisation* avec le passage d'une société dominée par l'emploi industriel à l'avènement des métiers des services ; *précarisation* des contrats de travail avec la multiplication de l'emploi dit « atypique » qui a vu se développer le travail à temps partiel, les contrats temporaires, l'intérim, les programmes de résorption du chômage, voire même le non-emploi atypique avec les différentes formules de remise au travail<sup>(14)</sup>. Une trentaine d'années auront suffi pour modifier à nouveau de manière importante l'ensemble de la structure sociale. Ce que l'on constate c'est d'une part un phénomène de déclassement pour ceux qui espéraient profiter encore de l'ascenseur social et qui voient soudainement leurs rêves déçus, et d'autre part la promotion d'une fraction de la population qui se dresse vers des sphères plus hautes, particulièrement grâce à la capitalisation de biens matériels et financiers.<sup>(15)</sup> Alain Lipietz schématise ces changements sous la forme d'un sablier : *l'ascenseur social est reparti vers le bas, la montgolfière se dégonfle et devient sablier*<sup>(16)</sup>. Il s'agit là d'un retour en arrière vers une société quasi duale dans laquelle on trouve d'un côté ceux qui possèdent argent et pouvoir de décision et de l'autre ceux qui exécutent.

Alors que le salariat était passé au devant de la scène et constituait le ventre de la société en forme de toupie, formant un ensemble stable et relativement homogène, les vingt dernières années du XX<sup>e</sup> siècle le voient se fragmenter de manière significative. Dans cette société, de plus en plus nombreux sont ceux qui, victimes du chômage de masse, se retrouvent en situation d'« inemployabilité » : trop peu voire parfois trop formés, ils demeurent dans l'attente ou la recherche désespérée d'un poste de travail aux conditions acceptables. Pour d'autres, la situation est instable ou incertaine, le travail et le niveau d'étude semblent ne plus suffire pour asseoir une sécurité d'existence parfois durement acquise. Cette perte

des repères liés au travail s'accompagne d'un très net recul de la conscience d'appartenance à une classe sociale.

Bien que les inégalités recommencent à se creuser fortement, on constate qu'au milieu des années 1990, le concept de classe sociale n'a pas encore regagné en crédibilité pour analyser ces nouvelles mutations. Plusieurs auteurs s'attachent dès lors à proposer de nouveaux modèles de lecture de la stratification sociale. A cette époque, Robert Castel met au jour une analyse de l'éclatement du salariat schématisé par un ensemble de cercles concentriques :

- au centre, les travailleurs dits « intégrés » : ils bénéficient d'un emploi stable et durable ;
- le second cercle réunit les travailleurs dits « vulnérables » ou « précaires » : ils vont et viennent dans l'emploi, subissent l'insécurité, sont vulnérables face aux situations qui les dominent ;
- en périphérie, une troisième frange, celle des « relégués » ou des « désaffiliés » : ils n'accèdent plus à l'emploi, échappent aux réseaux de relations sociales, subissent l'exclusion, ils ne font plus partie du projet.<sup>(17)</sup>



Pour le sociologue français, cette grille de lecture ne recoupe pas exactement la stratification sociale. Elle ne représente pas non plus les rapports de dominations internes à la structure mais tend avant tout à montrer comment, à l'intérieur du monde des travailleurs - avec ou sans emploi - les différences et les écarts se creusent. Le modèle proposé insiste néanmoins sur l'appartenance de tous à un ensemble au sein duquel des glissements s'opèrent et font passer les individus d'une zone à une autre :

*Qu'advienne par exemple une crise économique, la montée du chômage, la généralisation du sous-emploi: la zone de vulnérabilité se dilate, elle empiète sur celle de l'intégration et alimente la désaffiliation (...). Il s'agit moins de placer les*

*individus dans ces zones que d'éclairer les processus qui les font transiter de l'une à l'autre. C'est pourquoi, au thème aujourd'hui abondamment orchestré de l'exclusion, je préférerai celui de la désaffiliation pour désigner l'aboutissement de ce processus. Parler de désaffiliation ce n'est pas entériner une rupture mais retracer un parcours.*<sup>(18)</sup>

L'apparent élargissement de la zone de désaffiliation n'est pas sans poser de nombreuses questions en termes de cohésion sociale. L'idée d'un progrès linéaire dont tous profiteraient s'est donc lentement érodée et la fin de ce XX<sup>e</sup> siècle tumultueux a vu le fossé se creuser à nouveau entre les différentes franges de la population.

## 1.4. Mobilité et flexibilité comme nouvelles donnes

Les années 2000 accentuent encore la crise de l'emploi et le démantèlement du salariat. Petit à petit, la valeur et la place données au travail ont tendance à diminuer. Le travail ne structure plus l'ensemble de la vie sociale et le temps qui y est consacré s'est considérablement réduit : 70% du temps éveillé en 1900 pour les milieux ouvriers contre 16% aujourd'hui pour un salarié moyen. Nombreuses sont, à l'heure actuelle, les composantes qui structurent nos relations sociales : loisirs, activités sportives ou créatives, engagements solidaires ou militants, vacances, voyages... *Aujourd'hui, le travail et le temps libre sont devenus coproducteurs de liens sociaux, de richesse et de mobilités*<sup>(19)</sup>.

Dans cette société où la vie se décline en tant de facettes, la mobilité et la flexibilité sont devenues les baromètres d'une certaine réussite. Est valorisé celui qui est capable de bouger, de s'adapter, de prendre des risques. *Une vie réussie est une vie romanesque où l'on a déployé tout un éventail d'activités et de rencontres.*<sup>(20)</sup> De plus en plus, l'accent est mis sur l'individu et sa responsabilisation dans tous les domaines de la vie (travail, consommation, formation...). Les formes de reconnaissance collective ont pratiquement disparu.

Pour Zygmunt Bauman, cette individualisation de nos sociétés va de pair avec une extrême précarisation des liens, qu'ils soient intimes ou sociaux. Le sociologue évoque même une forme de « modernité liquide » : *contrairement aux corps solides, les liquides ne peuvent pas conserver leur forme lorsqu'ils sont pressés ou poussés par une force extérieure, aussi mineure soit-elle. Les liens entre leurs particules sont trop faibles pour résister. Et ceci est précisément le trait le plus frappant du type de cohabitation humaine caractéristique de la « modernité liquide ». D'où la métaphore. Les liens humains sont véritablement fragiles et, dans une situation de changement constant, on ne peut pas s'attendre à ce qu'ils demeurent indemnes.*<sup>(21)</sup>

Dans ce contexte, les cadres de référence qui étaient pourvoyeurs d'identité se délitent. De moins en moins nombreux sont ceux qui acceptent de se lier dans le temps à un travail, une communauté, un quartier, voire même une famille. Liberté de mouvement et non-engagement façonnent les existences : *Qui pourrait rassembler assez de courage pour concevoir un projet « d'une vie entière » alors que les conditions dans lesquelles chacun doit accomplir ses tâches quotidiennes, que la définition des tâches, des habitudes, des styles de vie... tout cela change de manière imprévisible et beaucoup trop rapidement pour se solidifier*

*dans des institutions ou se cristalliser dans des routines<sup>(22)</sup>.*

C'est bien une époque de crise et de remise en question des grandes institutions qui est traversée là. Si les classes sociales existent peut-être toujours selon des critères objectifs, et nous le développerons plus loin, la conscience d'appartenance à un ensemble social a pratiquement disparu. Pour tous, c'est l'exigence d'être quelqu'un qui passe avant le fait de faire partie d'un groupe, d'un mouvement, d'une solidarité.

Christian Maurel, sociologue spécialisé dans le domaine de l'éducation populaire en France, propose, dans son ouvrage « Education populaire et puissance d'agir », une classification en trois catégories, qui évoquent celles proposées par Robert Castel que nous avons détaillées un peu plus haut, mais qui tiennent compte de l'impératif de mobilité. Impératif aujourd'hui maîtrisé par les uns et subi par les autres.

*« A grands traits, les trois groupes (peut-on encore parler de classes sociales ?) se présentent de la manière suivante :*

*Les mobiles actifs ont généralement un niveau de vie élevé et détiennent du patrimoine matériel et culturel ; ils sont acteurs de leur vie, cherchent à optimiser leurs atouts ; ils peuvent mettre à profit une période sans travail pour se former, élaborer des stratégies nouvelles ; ils sont suffisamment armés pour prendre des risques, saisir les opportunités, bouger.*

*Les sédentaires contraints ont un niveau de formation plus modeste et ont peu de patrimoine ; inquiets, ils doivent se battre sur leurs acquis, qu'ils soient professionnels ou sociaux ; ils sont peu mobiles et, dans le meilleur des cas, saisissent les opportunités ; leurs conditions de vie ne les incitent pas à bouger ; ils sont en quelque sorte assignés à résidence et profitent, quand ils le peuvent, des solidarités de proximité (amis, famille, collègues de travail).*

*Les errants sont sans travail, et dans le meilleur cas, sans travail stable et suffisamment rémunéré ; ils vivent d'expédients, au jour le jour, ils ont le plus souvent perdu leurs points de repères sociaux, psychologiques et intellectuels ; ils sont essentiellement préoccupés de leur survie qu'ils soient exclus ou travailleurs pauvres.*

*Ces groupes rapidement décrits ne sont ni homogènes ni fermés. Ils sont poreux et communiquent entre eux par les marges. »<sup>(23)</sup>.*

Ces théories montrent que les caractéristiques qui permettaient avant de définir de manière claire des classes sociales sont en train de se modifier et d'évoluer. Il devient actuellement nécessaire de prendre en compte d'autres facteurs déterminants tels que la possibilité de s'adapter ou non aux exigences de mobilité et de flexibilité ou encore de maîtriser les nouveaux outils de communication. Ces évolutions rapides ont sans aucun doute modifié profondément la structure sociale, jusqu'à faire douter de la pertinence des anciens modes de lecture de notre société. Il semble pourtant qu'une série de constantes traversent malgré tout notre époque postmoderne et que la notion de classe sociale soit loin d'être dénuée d'intérêt.

## 1.5. Vers une société sans classes ?

Alors qu'à la fin des années 1970, la société pouvait paraître relativement unifiée autour du statut de salarié et que des progrès importants en termes notamment d'accès à l'éducation, au logement, à la culture avaient bénéficié à une frange très importante de la population, la société des années 2000 semble en voie d'éclatement. C'est non seulement la conscience d'appartenance à une classe qui s'est lentement érodée mais également la cohésion de la société tout entière qui s'est considérablement fragilisée.

Peut-on pour autant parler de la fin des classes sociales ? Notre société est-elle devenue une simple somme d'individus indépendants et non reliés entre eux ? Les avis des sociologues sur la question divergent. A la fin de la période des Trente Glorieuses<sup>(24)</sup>, la disparition des classes sociales semblait être un fait acquis pour beaucoup. Aujourd'hui, il apparaît néanmoins que ce constat doit être nuancé. Si la conscience de classe a fortement chuté au cours de cette période, une série de données et de faits objectifs viennent appuyer l'idée que des différences de classes subsistent voire même se marquent plus fortement que par le passé dans certains cas.

Le sociologue français Louis Chauvel a notamment travaillé cette question du retour des classes sociales. Selon lui, il existe toujours des groupes sociaux objectivement repérables et identifiables. C'est ce qu'il a étudié au départ des données statistiques françaises sur les catégories socioprofessionnelles<sup>(25)</sup> en se basant sur une série de critères : écarts de revenus, type de consommation, retour d'une difficulté de mobilité professionnelle, cantonnement dans un niveau d'études, mariages intracatégoriels. S'il admet que les inégalités se sont indéniablement amenuisées au cours de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, il constate qu'elles n'ont pas pour le moins disparu et même qu'elles s'accroissent à nouveau depuis quelques années. Mais le sociologue nuance son propos. Si ces classes sont objectivement repérables, il note bien qu'elles demeurent *subjectivement désarticulées*. C'est avant tout la conscience d'appartenance à une classe sociale qui s'est effondrée : *les classes sociales sont une réalité tangible, mais vidées par l'histoire récente de contenu subjectif, et posées hors des représentations collectives*.

C'est un constat que partage Olivier Schwartz qui regrette qu'il n'existe pas aujourd'hui un lexique et une analyse suffisamment adaptés aux réalités sociales actuelles. Il confirme que si les classes sociales sont moins structurées qu'avant et que le sentiment d'appartenance à une classe a fortement chuté, la notion n'a pourtant rien de dépassé. Les inégalités sociales se sont maintenues et parfois même renforcées. Il souligne également que *certaines frontières sociales se sont durcies* et il prend l'exemple *des comportements d'une partie importante des catégories supérieures, notamment les cadres du privé et les professions libérales, qui sont de plus en plus auto-ségrégatifs et manifestent un évitement systématique de la mixité sociale* (choix du quartier, choix de l'école pour les enfants, choix des lieux de loisirs...)<sup>(26)</sup>.

A l'ère de l'individualisme et de l'autonomie, la croyance selon laquelle la société ne serait qu'un ensemble d'individus pourrait ne pas s'ancrer dans les représentations indéfiniment. D'autant que certaines franges de la population n'ont ni les moyens d'atteindre cet individualisme, ni le bénéfice de la force que pouvaient leur apporter les classes sociales d'antan.

Les contradictions de la réalité telle qu'elle est vécue par beaucoup pourraient donc conduire à une impasse ou alors voir revenir des classifications que l'on croyait dépassées, ce que Louis Chauvel formule de la façon suivante : *après une période de purgatoire, des objets démodés peuvent retrouver une jeunesse inattendue, ce dont nous pourrons juger dans quelques années*<sup>(27)</sup>.

## Le milieu populaire existe-t-il encore ?

Si les sociologues contemporains qui se penchent sur la question aujourd'hui ne nient pas que la classe moyenne se soit considérablement épaissie au cours des dernières décennies, ils affirment également qu'il serait incorrect de considérer trop rapidement que les classes populaires ne seraient plus qu'une infime marge de nos sociétés contemporaines unifiées. Que du contraire. Et la notion revient aujourd'hui à l'avant de la scène.

Avant toute chose, il peut être important de se demander s'il convient de parler de « classes populaires » ou plutôt de « milieux populaires ». Bien que souvent utilisées l'une pour l'autre, les deux expressions renvoient pourtant à des réalités légèrement différentes. Dans les esprits, parler de « classes populaires » renvoie immédiatement à une conception marxiste de la société, sous-entendant que les ensembles sociaux sont régis par des rapports de classe conflictuels. Comme le souligne l'éditorialiste de la revue « Traces de Changements »<sup>(28)</sup>, *c'est pas rigolo les classes sociales. Ça sent la lutte sociale, la misère, la tuberculose, le stupre et l'inculture. La sueur et le mauvais vin. Ça fait même un peu « révolution » comme on disait avant...* A cette appellation de « classes populaires » s'est dès lors petit à petit substituée celle de « milieux populaires ». La nuance est peut-être subtile, mais elle est à souligner malgré tout, notamment parce qu'en ce qui nous concerne directement, tant le décret régissant l'éducation permanente que les statuts de notre association, ont fait le choix des termes « milieux populaires ». Quand on évoque un milieu, c'est avant tout d'un environnement ou d'un cadre de vie que l'on veut parler. Grandir dans un milieu populaire, c'est être en contact avec un contexte social et économique défini, avec des habitudes relationnelles et culturelles particulières. La référence au milieu prend donc moins en compte la dimension conflictuelle et inégalitaire des situations. Ce glissement dans l'usage des termes n'est pas anodin, même s'il est, dans le chef de certains, largement inconscient. Il reflète de manière très discrète la perte du sentiment d'appartenance et de la conscience de classe repérée précédemment.

## 2.1. Des milieux populaires à décliner au pluriel

De par son étymologie, le terme « populaire » renvoie très explicitement à la notion de « peuple » qui, de façon étrange désigne à la fois l'ensemble des citoyens mais également la part la plus importante et sans doute la moins bien dotée de ceux-ci. C'est ce que Christian Maurel nomme la conception sociale du peuple : *elle renvoie à la fraction souffrante du peuple, souvent la plus nombreuse, pouvant rassembler des personnes et des groupes sociaux exclus, à certains moments, de la participation citoyenne. Au XIX<sup>e</sup>, c'est le prolétariat, la petite paysannerie, les petits employés, artisans, commerçants. Et aujourd'hui ? Les exclus, les précaires, les ouvriers, les petits employés, ce que l'on appelle encore quelquefois les « petites gens », ou les « gens de peu »<sup>(29)</sup>.*

C'est dire si les profils de ce « petit peuple » sont variés. Ne serait-on pas tenté de mettre sous la dénomination de classes populaires à la fois l'ouvrier non qualifié, le demandeur d'emploi peu diplômé, la technicienne de surface, le chauffeur de bus, le petit employé d'administration, l'agriculteur qui cultive la terre de ses parents, le tenancier de bar ou encore le petit commerçant d'origine immigrée? Mais le type d'emploi ne suffit sans doute pas à définir le populaire, n'y mettrait-on pas aussi le supporter de foot, la famille qui s'installe au bord de la route pour regarder passer les courses cyclistes, les amateurs de kermesse ? N'y mettrait-on pas aussi le syndicaliste, internationaliste depuis toujours, mais aussi peut-être ce père de famille désabusé qui se rapproche sensiblement de l'extrême-droite ? Finalement, les classes populaires, on aurait parfois tendance à les voir encore comme le H.L.M. que Renaud chantait en 1980...

Les analyses qui se penchent sur les classes populaires des dix-neuvième et vingtième siècles utilisaient déjà le pluriel pour évoquer la diversité interne à cet ensemble puisqu'on y trouvait mêlés ouvriers, paysans et artisans. Pourtant, cette diversité des profils était moins marquée qu'aujourd'hui et le monde ouvrier était largement majoritaire dans le monde populaire de l'époque. Aujourd'hui, le pluriel s'impose encore plus qu'avant tant l'éclatement de ces « milieux populaires » est important. Tout d'abord, le type de postes occupés par les milieux populaires s'est diversifié et nous en avons déjà cité plusieurs exemples. Ensuite, c'est le temps consacré au travail qui a changé, entre le travailleur sans emploi qui subit le chômage de masse, les différents salariés qui occupent des postes à temps partiel ou à temps plein (voire plus que plein), les autres qui alternent périodes de travail et périodes de chômage ou encore ceux qui subissent les aléas de contrats précaires. C'est aussi le type d'habitation et sa territorialité qui a subi des transformations. Avant regroupés dans des quartiers principalement ouvriers, situés à proximité des usines, dans lesquels ils étaient principalement locataires, les milieux populaires occupent aujourd'hui tant des appartements que des tours d'habitations aux périphéries des villes ou encore des petits pavillons de banlieue. C'est encore la durée des études et le type de diplôme obtenu qui varient. Enfin, c'est le rapport au monde politique qui est vécu soit avec une grande distance pouvant aller jusqu'à un mépris très prononcé ou un abstentionnisme déclaré, soit par un rapprochement sensible aux idées de droite, voire d'extrême-droite, soit encore par un militantisme de type syndical.

La multiplicité des profils qui composent ce monde populaire est bien entendu en grande

partie une conséquence des changements profonds qui se sont opérés dans la société au lendemain de la seconde guerre mondiale. Comme le souligne Christian Maurel, *au temps long des mutations s'est substitué le temps court des transformations*<sup>(30)</sup>. C'est l'identité temporelle<sup>(31)</sup> des différentes classes qui composent les milieux populaires qui a été modifiée. La mobilité sociale s'est accrue suite au prolongement des études, à la réorientation professionnelle de certaines catégories de travailleurs manuels, aux nouveaux modes de communication et de déplacement qui ont favorisé les rencontres et adapté les habitudes de vie, à la naissance de nouvelles formes d'habitat (apparition des tours d'habitations et des banlieues)... Pour certains membres plus âgés de ces milieux sociaux, cette période a été perçue comme une « crise de la reproduction » selon les mots de Pierre Bourdieu<sup>(32)</sup>.

Ce n'est donc pas « du » milieu populaire qu'il convient de parler mais bien « des » milieux populaires tellement la diversité en leur sein y est grande. Chaque personne qui se retrouve placée dans cet ensemble flou y possède un rapport au travail, à la culture, à l'habitat, au monde politique, à la vie sociale différent. Et pourtant, il semble que ses membres aient toujours un ensemble de points communs qui les lient entre eux.

## 2.2. Une série de traits communs

Cette grande diversité des milieux populaires n'en cache pas pour autant une certaine forme d'unité. Olivier Schwartz, sociologue français contemporain, remonte dans l'histoire des textes traitant de ces classes populaires et la notion y apparaît à chaque fois comme très englobante. Il démontre que ces classes ont existé historiquement et que leur analyse est intéressante pour le chercheur qui explore le passé, mais il souligne avec force que le domaine de la sociologie doit continuer à observer ces phénomènes dans l'actualité de nos sociétés.

Selon lui, cette notion de classes populaires qui a traversé le siècle désigne *dans toute sa diversité l'éventail des catégories les moins dotées*<sup>(33)</sup>. A chaque fois qu'elle apparaît dans des textes, c'est pour mettre en avant la conjonction de phénomènes de domination et de séparation. C'est par exemple ce que l'anglais Richard Hoggart décrit comme une dépossession généralisée : fermeture des possibles, verrouillage des existences, soumission au destin, relégation des individus sur des territoires, dans des métiers, dans des statuts...

Dans son travail, Olivier Schwartz a donc souhaité rendre sa légitimité à la notion de classes populaires en cherchant à faire comprendre les nouvelles formes de domination auxquelles ces catégories de population sont soumises. Il parle en les nommant d'un *vaste ensemble de populations présentant trois caractéristiques : petitesse du statut professionnel ou social ; étroitesse des ressources économiques - sans que cela signifie nécessairement précarité - ; éloignement par rapport au capital culturel, et d'abord par rapport à l'école, même s'il ne s'agit aujourd'hui que d'un éloignement relatif*<sup>(34)</sup>.

Schwartz propose de considérer que la notion de classes populaires désigne des groupes qui se caractérisent par la conjonction de deux propriétés : des propriétés de position sociale (les milieux populaires sont des groupes « dominés ») et des propriétés de type culturel - il utilise l'expression « culturologique » (ensemble de spécificités, portant sur les pra-

tiques et les comportements culturels, qui tendent à les séparer des classes et des normes dominantes).

Les sociétés contemporaines n'ont pas mis fin aux faits de domination ni aux formes de séparation culturelle qui caractérisent les milieux populaires, même si ces phénomènes sont souvent moins visibles qu'à des époques antérieures. Un exemple intéressant est mis en lumière par l'analyse de Bernard Lahire<sup>(35)</sup> qui a consacré un ouvrage à une population d'ouvriers et d'employés travaillant comme agents de service dans des écoles maternelles et des cantines scolaires. Dans la sphère du travail, il apparaît clairement que les personnes rencontrées font l'expérience de la subordination et de la petitesse sociale. Il remarque que la plupart des interviewés ont appris leur travail « sur le tas ». Leurs compétences professionnelles ont été acquises par le geste, la pratique, sans passage par le discours ou l'écrit. Leur univers culturel n'est que très partiellement pénétré par des pratiques de lecture et d'écriture. Pour une bonne partie d'entre eux, l'acquisition des savoirs et le déroulement de la vie quotidienne sont largement étrangers à l'écrit et au discours. Ces observations montrent le caractère pertinent d'une approche de la notion de « milieux populaires » par le double regard social et culturel.

Olivier Schwartz explique, en parlant de « classes dominées », qu'il ne s'agit pas de tomber dans le misérabilisme : les milieux populaires ne sont pas nécessairement pauvres et opprimés. L'idée de position sociale dominée renvoie à la dépendance ou l'assujettissement économique, à des formes de travail ou des modes de répartition des biens imposés par des groupes plus riches ou des forces plus puissantes. Cependant, une caractéristique commune aux personnes de milieux populaires est sans doute, propose Olivier Schwartz, « *une certaine vulnérabilité des conditions d'existence, qui n'est pas nécessairement la misère, mais qui signifie assurément l'exposition récurrente au manque de ressources ou à l'insécurité* ».

Quant à l'idée de séparation culturelle d'avec les normes dominantes, défendue par l'auteur, elle est double. Elle est d'abord dépossession parce qu'une fraction importante des milieux populaires est démunie de tout un ensemble d'éléments de culture (par exemple la culture de l'écrit) qui font partie des instruments symboliques dominants, et donc socialement décisifs. Mais elle est aussi production propre parce que les membres des milieux populaires sont capables de se séparer des normes dominantes en produisant leurs formes de vie propres, celles qui s'accordent le mieux à leurs conditions d'existence, à leurs expériences, à leurs points de vue sur le monde.

Pourtant, cette séparation culturelle est devenue de plus en plus relative et les milieux populaires partagent aujourd'hui un nombre important de références culturelles communes avec les autres couches de la population. Il était précédemment courant d'étudier les classes populaires selon les principes des univers « ségrégués » et de considérer leurs membres comme des victimes d'une ségrégation à la fois subie (relégation scolaire, relégation territoriale...) mais aussi d'une forme d'auto-exclusion consentie (modes d'expression propre, refus de voir un des membres de la classe adopter d'autres modes de vie...). Cette idée de ségrégation, très présente chez un auteur comme Hoggart, n'est sans doute plus valable pour une majorité de contextes actuels. L'élargissement des univers de vie par la scolarisation, la participation à la culture de masse, l'extension de l'accès aux moyens de communications, la multiplication des contacts entre certaines catégories de travailleurs

(ceux du secteur tertiaire entre autres) et d'autres milieux sociaux... tous ces phénomènes ont contribué à désenclaver progressivement les milieux populaires. Notons néanmoins que l'histoire est souvent faite de sauts en avant et de retours en arrière et qu'aujourd'hui, une série de facteurs vont dans le sens d'un certain ré-enclavement de ces milieux : chômage de masse qui isole les individus, informatisation des métiers des services qui écarte les travailleurs d'un contact direct avec des clients au profil social parfois différent du leur, etc.

Les classes populaires sont donc caractérisées par une grande diversité de personnes aux profils et aux expériences de vie variées mais qui possèdent sans doute une série de traits communs liés à des phénomènes de domination socio-économique et de séparation culturelle. Christian Maurel se demande d'ailleurs si *le peuple ne se caractérise-t-il pas par des manières de faire et de penser spécifiques, mais aussi par une configuration multiforme, insaisissable et introuvable.*<sup>(36)</sup> Aujourd'hui plus qu'avant, ces classes populaires vivent dans un univers mouvant, composé d'interactions et de bouleversements constants. C'est sans doute ce qui rend toujours plus difficile leur visualisation en un grand ensemble unifié.

### 2.3. Une unité sans homopénéité

Ce qui pose aujourd'hui problème dans l'approche des milieux populaires, c'est justement cette difficulté à cerner leur unité. Nous avons vu que les réalités vécues dans le rapport à l'emploi, à l'habitat, à la culture, à la politique étaient disparates. Mais un élément supplémentaire vient complexifier l'analyse. Il s'agit de l'apparition d'une stratification interne aux milieux populaires et du développement d'une « conscience triangulaire » d'une part importante de ces milieux. Pour de nombreux membres des classes populaires, la pression ne vient plus uniquement d'en haut, c'est-à-dire du patron, de l'État, de la loi ou encore de l'Église mais elle est actuellement vécue comme se manifestant aussi depuis le bas de l'échelle, de ceux qui, plus pauvres, bénéficient - ou profitent selon les dires de certains - de l'assistance : familles en difficultés, chômeurs de longue durée, immigrés, jeunes... Olivier Schwartz a relevé chez plusieurs de ses enquêtés *ce sentiment d'être lésés à la fois par des décisions qui viennent du haut mais aussi par des comportements qui viennent de ceux du bas, d'être lésés à la fois par les plus puissants et par les plus pauvres*<sup>(37)</sup>.

Le constat de ces dissensions internes et de l'infinie variété des profils qui composent les milieux populaires pourrait nous faire douter de la pertinence de l'usage de cette dénomination. Robert Castel pose pour sa part de manière assez insistante la question de l'unité et de la cohésion de l'ensemble de la société mais aussi des différentes fractions qui la composent. En se penchant notamment sur ceux qui constituent la frange des désaffiliés il affirme que derrière la diversité des situations peut se dessiner une certaine unité :

*Il n'y a plus de mot pour rendre raison de l'unité de la multiplicité des problèmes sociaux, d'où la vogue de cette notion d'exclusion, dont l'indifférenciation vient recouvrir une foule de situations malheureuses sans rendre intelligible leur appartenance à un genre commun. Que partagent en effet un chômeur de longue durée replié sur la sphère familiale, avec une femme, appartement et télévision, et le jeune dont*

*la galère est faite d'errances toujours recommencées et d'explosions de rage avortées ? (...) Mais ce qui rapproche les situations de ce type, c'est moins une communauté de traits relevant d'une description empirique que l'unité d'une position par rapport aux restructurations économiques et sociales actuelles.*<sup>(38)</sup>

Cette *unité de position* que le sociologue formule, il nous semble que nous pouvons l'étendre aux différentes strates des milieux populaires. Ne peut-on pas chercher également ce qui relie un employé qui travaille quotidiennement sous les injonctions de son supérieur avec la crainte de perdre son emploi, un travailleur intérimaire qui subit les aléas du travail à la petite semaine et le bénéficiaire du revenu d'intégration qui se demande comment il va terminer le mois ? Intégrés, vulnérables et désaffiliés ne sont-ils pas à percevoir dans un même et grand ensemble de personnes qui, sur un continuum, vivent une série de dominations tenant à la fois du contexte économique, social, culturel et politique ? En ce sens, reconnaître le lien qui unit les différentes fractions des milieux populaires c'est rendre à un ensemble d'individus qui vivent aujourd'hui une fracture sociale importante la force d'une collectivité. Reconnaître les individus dans ce qu'ils vivent d'unique tout en leur permettant de se lier à ceux qui traversent des parcours similaires aux leurs est un enjeu important de nos sociétés contemporaines.

Il est également essentiel de rappeler que, pour la large majorité des auteurs cités, milieu populaire n'est pas synonyme de malheur, de misère ou de détresse. Dans les faits, nombreux sont par exemple les membres des milieux populaires qui ont pu monter dans l'ascenseur social au cours de la période du plein emploi et se prémunir, eux ainsi que leurs enfants, de difficultés d'ordre économique. Ceux-là continuent à partager avec les autres certaines habitudes ou modes de vie mais sans pour autant souffrir de leur situation. Tant la domination économique que la séparation culturelle ou la petitesse des statuts professionnels ne sont pas nécessairement vécus comme des entraves à une existence épanouie.

Cet aspect des choses est important parce qu'il nous rappelle combien il peut être dangereux de s'enfoncer dans une vision misérabiliste des milieux populaires. On peut pourtant remarquer une telle tendance dans la propension qu'ont certaines institutions, organismes ou associations à aller uniquement vers les fractions les plus démunies ou désaffiliées de ces milieux. De telles pratiques, pour louables qu'elles soient, ont néanmoins pour conséquence de nous faire oublier une part importante des milieux populaires, c'est-à-dire ceux qui, vulnérables ou même intégrés, ont aussi un désir ardent de faire entendre leur voix et qui souhaitent que l'on travaille avec eux, et non pas pour eux, en vue d'obtenir des améliorations sur la plan de la justice sociale.

La question de l'intérêt au changement devient ici centrale dans notre recherche de définition des milieux populaires. S'ils sont reliés par une série de traits communs concernant leur position sur l'échelle sociale ou dans le monde culturel, ces groupes peuvent aussi se reconnaître dans leur envie partagée d'améliorer leurs conditions globales d'existence. En ce sens, les milieux populaires n'ont-ils d'ailleurs pas été, historiquement, à même de prendre leur destin en main pour porter ensemble différents combats ? Cette capacité s'est pourtant émoussée depuis quelques dizaines d'années et sa résurgence dépendra sans doute de l'opportunité qu'auront les milieux populaires à percevoir ou non leurs intérêts communs et à se redéfinir en tant que classe.

# Comment re-coaliser ?

L'éclatement des classes sociales, la disparition des points de repères que constituaient une série d'institutions établies et la valorisation des capacités et des mérites individuels ont lentement façonné dans nos consciences une vision de notre société très fragmentée. La question qui se pose donc aujourd'hui est de voir comment à l'avenir, nous pourrions ensemble repenser le lien nécessaire qui relie les membres de cette société de manière générale, et des milieux populaires plus particulièrement.

## 3.1. La question sociale

Ce que Robert Castel nomme « la question sociale » renvoie à la nécessité, pour toute société, de retravailler régulièrement à la cohésion de ses membres afin d'éviter le risque d'une fracture trop importante en son sein. Aujourd'hui, cette tâche semble urgente tant l'unité de la société dans son ensemble est mise à mal.

Pour Olivier Schwartz, l'écart qui se creuse de plus en plus entre les différentes couches de la population trouve ses causes dans plusieurs facteurs importants<sup>(39)</sup>. Il relève tout d'abord l'importance du phénomène *d'extension du désavantage social*. De plus en plus nombreux sont ceux qui, travailleurs ou non, sont exposés de manière récurrente au manque, à la privation voire même à la relégation. D'autres auteurs confirment cet état de fait et observent actuellement une mobilité sociale descendante qui touche une partie importante des salariés et plus particulièrement les jeunes<sup>(40)</sup>. C'est le signal d'alarme que tirait déjà en 1995 Robert Castel lorsqu'il mettait en évidence l'enjeu lié à la manière dont la réalité vécue par les groupes désaffiliés pouvait être prise en compte :

*Si la redéfinition de l'efficacité économique et de la compétence sociale doit se payer de la mise hors jeu de 10, 20, 30% ou plus de la population, peut-on encore parler d'appartenance à un même ensemble social ? Quel est le seuil de tolérance d'une société démocratique à ce que j'appellerai, plutôt que l'exclusion, l'invalidation sociale ? Telle est à mon sens la nouvelle question sociale. Qu'est-il possible de faire afin de remettre dans le jeu social ces populations invalidées par la conjoncture, et pour mettre fin à une hémorragie de désaffiliation qui risque de laisser exsangue tout le corps social ?<sup>(41)</sup>*

Deuxième facteur important pour Olivier Schwartz, *la culture de l'excellence* vantée par les catégories supérieures et largement subie par les autres classes sociales. Dans tous les

domaines de la vie, de l'école au lieu de travail en passant par les espaces de loisirs, tout est fait pour valoriser les compétences individuelles et les performances personnelles. Cette culture de l'excellence, très présente dans les milieux dirigeants, a fini par imprégner l'ensemble de la société et a contribué à une accentuation des inégalités. S'il fut une époque où deux personnes qui détenaient le même diplôme pouvaient prétendre au même poste d'emploi à pourvoir, aujourd'hui c'est avant tout la qualité du parcours, les engagements et expériences connexes qui prévalent, ce qui demeure toujours à l'avantage des classes les plus favorisées économiquement, socialement et culturellement. Celles-ci se préparent d'ailleurs de manière précoce à entrer dans la compétition en choisissant avec minutie lieu d'habitation ou école fréquentée par les enfants et en développant des compétences autres que celles apportées par l'environnement scolaire : maîtrise des langues ou des outils de communication, rapidité d'accès à l'information, connaissances culturelles variées, etc. Des inégalités qui se marquent non seulement entre des catégories sociales différentes mais aussi entre les membres d'une même catégorie socioprofessionnelle : *ces inégalités ont été très largement causées par l'éclatement et la diversification des statuts d'emploi, mais il saute aux yeux que la politique de l'excellence, des compétences, de la valorisation des performances et surtout de l'individualisation des trajectoires pourrait être à l'avenir un facteur extrêmement important d'accentuation des inégalités intracatégorielles, et donc aussi de remise en cause des solidarités au sein des groupes.*

Ces dissensions internes sont particulièrement marquées au cœur des milieux populaires qui, comme nous l'avons vu précédemment, ont développé une conscience du monde triangulaire qui les oppose non seulement aux sphères dirigeantes mais également aux fractions les plus pauvres d'entre eux. La *tripartition de la conscience sociale* constatée dans les catégories modestes met au jour l'importance d'un travail de fond qui permettrait de faire émerger à nouveau chez ces personnes une conscience de ce qui les unit. C'est notamment pour cette raison qu'il est impératif de ne pas fragmenter à l'excès l'approche de publics que l'on aime aujourd'hui qualifier de « publics-cibles » : jeunes d'un côté, femmes de l'autre, travailleurs sans emploi à droite, travailleurs pauvres à gauche, invalides en haut, pensionnés en bas... Cette manière d'aborder les situations vécues par les milieux populaires reconnaît la singularité de la situation de chacun mais fragilise grandement la portée de leur parole en tant que groupe social. Elle contribue également à alimenter un discours ambiant qui amène chacun à juger de ce que l'autre reçoit comme aide financière ou soutien matériel en proportion avec l'effort qu'il a fourni. Et au final, le travailleur « qui se lève tôt » finit par faire porter au chômeur qui, de manière sous-entendue, « n'a pas le courage de se lever pour aller chercher un emploi » le poids de sa colère et de ses difficultés non reconnues.

A l'ère de l'information, de la communication, de la mobilité et des réseaux en tous genres, il apparaît cependant que les différents milieux sociaux qui composent la société ne se rencontrent plus voire même qu'ils s'évitent de manière parfois systématique. Les inégalités entre ces différents milieux se creusent pourtant de manière importante. Pour cette raison, il apparaît aujourd'hui important de retravailler à la définition d'une conscience de groupe et d'une identité collective des classes les moins aisées afin d'éviter que le conflit ne se passe uniquement entre ceux qui possèdent peu et ceux qui ne possèdent rien et laisse indemne ceux qui détiennent à la fois le pouvoir et le capital.

Pour notre part, c'est donc particulièrement le cas de la re-coalition des milieux populaires

qui nous interpelle. Re-coalition qui passe par une double réappropriation : celle d'abord d'une conscience collective qui a été détricotée au fil des ans, des crises économiques successives et des restructurations au sein du monde du travail mais aussi celle d'une parole commune qui a été fragmentée et parfois même confisquée. A l'instar d'Eric Dupin, journaliste, nous pouvons espérer que *l'impasse des stratégies de salut individualistes créera un jour les conditions d'un retour aux aspirations collectives* <sup>(42)</sup>.

### 3.2. Nommer pour faire exister

Au cœur des changements vécus au sein d'une société, l'usage des mots a toute son importance. Ils désignent des réalités, concrètes ou abstraites, et nous permettent de nous représenter le monde et de le penser. L'idée très répandue selon laquelle les classes sociales n'existeraient plus et le discours sur la « moyennisation » de la société ont eu pour conséquence de faire disparaître le peuple et le populaire du champ du langage courant. Ne plus parler d'un phénomène c'est finalement petit à petit le renvoyer aux oubliettes. Ne plus évoquer les classes sociales c'est finir par croire en leur non-existence.

Ce lissage du discours s'est progressivement imposé, tant dans le monde politique que dans les médias, et même dans les milieux intellectuels. Pourquoi ? Parce que le peuple est trop vulgaire ? Parce que ne pas en parler permet de nier plus facilement les inégalités qu'il subit ? Parce qu'il ne mérite aucune attention ? Parce que le terme « populaire » est trop stigmatisant ? Ces interrogations, d'autres associations actives dans le domaine de l'éducation permanente se les posent aussi comme en témoigne un éditorial incisif paru récemment dans la revue *Traces de Changements* de l'association Changements pour l'Égalité :

*Aux dernières nouvelles, elles auraient disparu ! Avis de recherche, peine perdue. Bon débarras ! Après tout, on ne va pas s'en plaindre ! C'est pas rigolo les classes sociales. Ça sent la lutte sociale, la misère, la tuberculose, le stupre et l'inculture. La sueur et le mauvais vin. Ça fait même un peu « révolution » comme on disait avant. Y a plus de révolution non plus. On a des « printemps » maintenant.*

*Ce qui compte vraiment, c'est le destin individuel. Chacun, chacune est unique. C'est quoi cette manie de faire des catégories et de mettre tout le monde dans le même sac pour insister sur les différences, les inégalités, les dominations ? Misérabilisme nostalgique de vieux communistes aigris. N'y a pas que l'argent dans la vie et on est en démocratie, merde ! La souffrance de Pierre-Edouard vaut bien celle de Cindy. On est tous dominés à un moment ou un autre, non ? C'est dur pour tout le monde, point à la ligne.*

*D'ailleurs, vous en avez déjà vu, vous, des classes populaires ? Des Arabes, des Turcs, des Polonais, des Roumains, ça oui. Des SDF, des alcooliques, des handicapés, des loosers, des chômeurs, des sans-papiers, des voyous, des hyperactifs et des dyslexiques dyscalculiques, on en a tous vu. Mais des bourgeois et des classes populaires, non. Pas en vrai. Peut-être dans des films italiens des années cinquante ou dans les livres de Dickens. Mais là, maintenant, c'est devenu bôôôôôôôôôô plus complexe ! Tout est mélangé. Elles peuvent aller se coucher les classes sociales, complètement dépassées.*

*On les a réveillées pour vous. Ce n'est pas qu'on y tienne par-dessus tout, mais, franchement, ça aide à comprendre. Bien mieux d'ailleurs que les catégories « d'origine étrangère » et « ne parle pas français à la maison », ou « délinquant », « parents qui s'en foutent », « sans repère et sans limite », « grossier personnage », « fainéant », « chômeur professionnel » ou « sans culture générale ». C'est moins misérabiliste qu'on ne le pense de parler de « classe populaire ». À une époque, ça faisait même de la fierté. Bon d'accord, ça fait peur, mais à qui?!* <sup>(43)</sup>

Le processus d'individualisation des parcours et des existences qui s'est étendu tout au long de ces dernières décennies tend à démontrer que la société ne serait finalement qu'une somme d'individus aux parcours tellement particuliers que l'appartenance à une collectivité n'aurait qu'une existence toute relative. Louis Chauvel dénonce fortement ce « discours porteur de l'idée que nous vivons dans une société sans classe. »<sup>(34)</sup> Non seulement il retire aux plus démunis toute possibilité d'appartenance collective mais il ne leur donne pas les moyens d'atteindre cette individualisation tellement valorisée.

L'effacement progressif de la référence au populaire n'est sans doute pas complètement anodine dans le chef du monde politique. C'est notamment ce que démontre largement Benoît Schneckeburger dans son ouvrage « Populisme. Le fantasme des élites ». Son analyse de l'utilisation de plus en plus répandue du terme « populisme » nous apporte un éclairage intéressant sur le rapport qu'entretient le monde politique avec les milieux populaires. L'auteur évoque l'arrivée du terme pour désigner au départ les nouveaux mouvements d'extrême-droite qui ont émergé dans les années 1980, en France notamment, mais dont la signification a fini par s'étendre pour désigner de manière générale tout type de démagogie supposée. Depuis une dizaine d'années, le terme est ainsi devenu à la mode et finit par désigner tous ceux qui, de gauche ou de droite, parlent au peuple ou en son nom. Lors des dernières élections présidentielles françaises, on a par exemple vu le candidat du Front des Gauches, Jean-Luc Mélançon, affublé par les journalistes de ce titre de populiste. Appellation qui avait déjà précédemment été apposée auprès des noms de l'écrivain Jean-Paul Sartre, du journaliste Daniel Mermet ou encore du sociologue Pierre Bourdieu.

Derrière l'analyse de ce terme, Benoît Schneckeburger souhaite surtout montrer l'extrême méfiance que nourrit le monde politique à l'égard du peuple, et ce depuis l'apparition de la démocratie de la Grèce antique. Cette méfiance s'est traduite durant des siècles par un déni des capacités du peuple à prendre sa place en tant que sujet politique, en témoigne par exemple l'instauration des différents types de suffrages, censitaire ou tempéré par le vote plural, au cours de l'histoire. Et si le suffrage universel a permis plus récemment au peuple de faire entendre sa voix, on considère néanmoins souvent qu'il se trompe dans ses choix. C'est par exemple le cas lorsque le référendum en France sur le Traité de Lisbonne voit surgir un « non » massif : *si le peuple a dit non, ce n'est pas qu'il a souverainement décidé, c'est qu'il s'est trompé, qu'il a été trompé*. Le peuple est suspecté de suivre ses passions, ses désirs premiers, ses pulsions, ses plaisirs : *c'est le couple humanité contre animalité qui a toujours permis d'exclure des pans entiers du peuple de la vie citoyenne*<sup>(45)</sup>.

Si la disparition dans l'usage courant de certains termes ou catégories d'analyse n'est sans doute pas toujours anodin, l'auteur souligne que *l'irruption d'un nouveau mot dans le vocabulaire et l'action politique doit nous interpeller parce qu'à force d'asséner le mot, on finit par croire dans le phénomène*<sup>(46)</sup>. Pour l'auteur de ce petit ouvrage, *s'il y a bien irruption de populisme, et ce quel que soit le sens que l'on donne au terme, c'est qu'il est le symptôme d'une crise de la démocratie*.<sup>(47)</sup> Les élites dirigeantes se sont coupées du peuple jusqu'à en nier l'existence et ce au sein même de certains partis dont l'électorat se trouve historiquement au cœur des milieux populaires. Dans le cas de la France, les socialistes eux-mêmes ont progressivement abandonné toute référence aux classes populaires, notamment suite aux conseils avisés de boîte-à-penser et d'instituts de sondage. Déjà en 1984, François

Hollande écrivait que *la conception dogmatique de la classe ouvrière, la notion d'appartenance des individus à des groupes sociaux solidaires, tout cela doit être abandonné.*<sup>(48)</sup> La conséquence première de ces stratégies politiques a été non pas comme on le croit souvent un transfert massif des votes ouvriers vers les partis d'extrême-droite mais bien plutôt l'augmentation significative de l'abstentionnisme des milieux populaires au cours des périodes électorales.

C'est donc l'existence du peuple en tant que classe ou ensemble social qui est remise en cause. Alors que statistiquement, le salariat d'exécution et les employés représentent une part très importante de la population, *tout est fait pour effacer le peuple de la place publique et des représentations*<sup>(49)</sup>. C'est le cas dans le monde politique, mais ce l'est aussi dans le domaine de la culture télévisée où l'on constate que près de 61% des personnages de fictions sont des cadres, ou encore dans le domaine de l'histoire qui vante les mérites des « grands hommes » et des destins individuels exceptionnels en laissant peu de place à l'intelligence, aux créations, aux constructions ou aux actions collectives émanant du peuple.

Le problème qui se pose fortement aujourd'hui c'est la place donnée dans les discours au peuple et aux milieux les moins bien dotés. En ce sens, il y a urgence à reconstruire une parole, une analyse, des mots qui permettent de parler des réalités sociales telles qu'elles existent aujourd'hui suite aux bouleversements qui ont ébranlé le monde du travail. Il faut pouvoir redonner une place au peuple et le premier pas en ce sens sera sans doute de lui redonner un nom pour lui permettre de retrouver une parole et une voix.

### 3.3. La notion de conflit comme piste pour une re-coalition des milieux populaires fragmentés

Pour un groupe de personnes partageant des caractères communs, être nommé c'est pouvoir atteindre la possibilité d'une identité collective qui permette de distinguer des intérêts convergents, ceux-ci s'opposant parfois aux intérêts d'autres groupes. Pour cette raison, il nous a paru important de mettre en évidence un autre trait commun des milieux populaires, et qui constitue peut-être justement une des clés d'un travail partagé, c'est celui de sa capacité à se mettre en mouvement pour porter des conflits et des combats communs. Historiquement, le monde du travail, largement composé par les milieux populaires, a été porteur de nombreux changements sociaux de par sa force de mobilisation. Jusque dans les années 1960 particulièrement, les mobilisations prennent pour la plupart du temps la forme d'actions de masse dans lesquelles se trouvent mêlés une variété importante de profils socio-économiques : étudiants, travailleurs, agriculteurs, employés, fonctionnaires... se retrouvant lors de grandes grèves ou de manifestations importantes.

Pourtant, peu à peu, cette capacité à se mettre en action de manière solidaire pour revendiquer de nouveaux droits ou conserver des acquis s'érode. A partir des années 1970, la tendance dans les domaines du social, de la formation, du socioculturel et de la militance est d'orienter le travail vers des « publics-cibles » dont les étiquettes finissent par conférer une identité circonscrite aux personnes : femmes, jeunes en décrochage, chômeurs, habitants des cités, personnes issues de l'immigration, travailleurs non-qualifiés, sans-papiers,

précaires... Mobilisations et revendications suivent cette voie de la spécialisation : plus précises, plus ciblées, elles concernent des groupes plus restreints. Les conflits continuent d'exister, les différentes fractions des milieux populaires continuent de porter des combats mais de manière nettement plus fragmentée.

En ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, cette tendance se confirme et s'accroît. Aujourd'hui plus encore qu'hier, la situation dans laquelle se trouvent de nombreux travailleurs, avec ou sans emploi, ainsi que le progressif recul des institutions qui encadraient les mouvements de masse, rendent l'action collective de plus en plus complexe à organiser. Selon Robert Castel, l'augmentation significative de personnes considérées comme des « inutiles au monde », sans-emploi ou allocataires sociaux, accentue d'autant plus ce phénomène et *on voit mal comment ils pourraient représenter une force de pression, un potentiel de lutte, s'ils ne sont en prise sur aucun secteur névralgique de la vie sociale*<sup>(50)</sup>.

Est-ce à dire que l'idée du conflit n'a plus aucune pertinence dans le contexte actuel ? La question mérite d'être posée. Il importe d'abord de s'accorder sur ce que l'on entend par conflit. Dans une société qui se plaît à cultiver le consensus, le compromis, la communication non-violente, le conflit semble souvent vécu négativement et vu comme une source de stress. En 1971, un auteur comme Saul Alinsky préconisait déjà la réhabilitation de la notion de conflit dans son ouvrage, récemment retraduit en français, « Etre radical. Manuel pragmatique pour radicaux réalistes ». Il y donne une définition du terme toute particulière :

*« Conflit est un autre de ces mots négativement connotés auprès de l'opinion publique. Cela tient à deux facteurs influents de notre société : le premier est la religion établie, qui a fait sienne une rhétorique du « tendre l'autre joue ». (...) La seconde influence est probablement la plus subversive et la plus insidieuse et elle a pénétré toute l'Amérique de la dernière génération. Il s'agit de l'industrie des public relations façon Madison Avenue, l'hygiène morale de la classe moyenne, qui a fait du conflit et de la contestation quelque chose de négatif et d'indésirable. Cela fait partie d'une culture publicitaire qui souligne l'importance de vivre en bons termes avec les gens et d'éviter les frictions. Si vous regardez la publicité à la télévision, vous gardez l'impression que la société américaine se consacre, en grande partie, à faire en sorte que votre haleine ou vos aisselles ne sentent pas mauvais. Il faut être d'accord ou bien vous n'êtes pas dans le ton ; il ne faut pas choquer le voisin. C'est ainsi que, dans les médias de masse, des gens sont renvoyés parce qu'ils ont exprimé leur opinion ou sont contestataires ; dans les églises, on les renvoie pour les mêmes raisons, mais on emploie l'expression « manque de bon sens » ; quant aux campus universitaires, on y renvoie des professeurs de faculté pour les mêmes motifs mais on dit alors qu'il y a des « problèmes de personnes ». Le conflit est le cœur même d'une société libre et ouverte. Si l'on devait traduire la démocratie en musique, le thème majeur serait l'harmonie de la dissonance. »*

Porter un conflit ce n'est donc pas nécessairement défilé dans toutes les manifestations et pour toutes les causes, ni monter sur les barricades. Cela peut être plus simplement mettre

des idées en débat, confronter des points de vue, affirmer son opinion face à quelqu'un, contester une décision, envoyer un courrier d'interpellation, organiser une activité de sensibilisation sur l'espace public... Porter un conflit, c'est faire entendre sa voix là où certains souhaiteraient plutôt ne pas l'entendre voire même la faire taire.

En ce sens, il est d'abord nécessaire de reconnaître l'existence de milieux sociaux distincts qui sont capables de se former en classes pour défendre des intérêts communs et lutter contre des rapports de domination établis. Louis Chauvel insiste sur le fait que la négation de l'existence des classes sociales permet, au monde politique notamment, de refouler l'existence des conflits d'intérêts collectifs. Selon lui, la pratique de la conflictualité ne peut s'exercer que si l'on ramène à la lumière du jour l'existence objective des inégalités vécues entre différents milieux sociaux. Il constate cependant que le discours dominant reste *orienté vers la reconnaissance de l'individu, fondé sur la valorisation de l'autonomie et de la créativité personnelle, et sur l'idée générale que les rapports sociaux autoritaires et conflictuels d'antan ont laissé place à une négociation interindividuelle permanente plus harmonieuse. Ce discours tend à réfuter l'intérêt collectif, généralement accusé d'être une utopie irréaliste.*<sup>(51)</sup>

C'est dans cette articulation entre reconnaissance d'une identité collective et capacité à porter des conflits communs que Christian Maurel situe le travail de l'éducation populaire - ou permanente - qu'il perçoit comme *porteuse d'une « démocratie d'interaction », « d'interpellation », permettant de s'engager dans « une construction démocratique des conflits » et « d'incarner une culture de la délibération »*. Pour lui, c'est par la reconquête de cette puissance d'agir que le peuple peut retrouver une forme d'émancipation et s'extraire des différentes dominations qu'il subit. Cela signifie, pour beaucoup, reprendre confiance dans une capacité à mener soi-même sa propre barque, à devenir acteur de son destin sans subir ni se résigner aux rapports sociaux tels qu'ils existent. Porté collectivement par les différentes fractions des milieux populaires, le conflit peut devenir un atout non négligeable pour refaire groupe et retrouver une voix.

Avec lui, nous nous posons la question de savoir si aujourd'hui, l'un des enjeux de l'éducation permanente *n'est-il pas le saisissement et le ressaisissement du peuple par lui-même, lui permettant de s'extraire des transformations de société qu'il subit et de s'engager dans une transformation sociale qu'il a la force de conduire et qui lui donne sa conscience subjective et sa structuration objective.*



## Partie 2 :

# Des évolutions qui s'incarnent dans des pratiques et des publics : le cas des Équipes Populaires

Enquête de terrain



# Première esquisse de notre public

En tant que Mouvement d'éducation permanente, les Equipes Populaires tentent de répondre quotidiennement au souci de travailler « notamment avec des publics issus de milieux populaires » tel qu'exigé par le décret de 2003 pour les associations reconnues en axe 1. Au-delà de l'obligation inscrite dans le décret, cet intérêt pour les milieux populaires est ancien dans le Mouvement, en témoigne le nom de notre association, active depuis 1947.

Les évolutions du monde du travail, des structures sociales, de la militance et des mouvements ouvriers de manière générale ont eu une série d'impacts sur un Mouvement tel que le nôtre qui a dû adapter ses stratégies et méthodes pédagogiques, particulièrement depuis une vingtaine d'années. Ces adaptations ont entraîné, chez les responsables bénévoles et professionnels, un sentiment d'éclatement des pratiques, des actions et des publics touchés. Il nous a donc semblé intéressant de regarder ces publics d'un peu plus près et d'en faire une photographie actuelle.

## 1.1. Paroles de permanents

Chaque année, au cours d'une session résidentielle de trois jours, les professionnels des Equipes Populaires se réunissent pour aborder une question propre au Mouvement et à l'animation des groupes. En septembre 2011, c'est l'enjeu de notre communication qui a été abordé avec pour toile de fond, la question de la définition et de la transmission de notre identité. Nous avons en effet constaté notre difficulté à dire d'une manière commune à la fois ce que nous étions mais aussi ce que nous faisons à l'intérieur de nos groupes. Pour vérifier ce sentiment d'éclatement de notre discours, nous avons travaillé dans un premier temps avec l'aide d'un journaliste. Lors d'interviews filmées, une partie des animateurs a été confrontée à l'exercice difficile d'exprimer en quelques mots à peine qui étaient les membres de notre Mouvement. Comme nous nous y attendions, les réponses ont été variées.

Interview A : « *C'est un mouvement de citoyens, donc un mouvement de personnes. Les Equipes, c'est monsieur et madame-tout-le-monde* ».

Interview B : « *On est connecté avec notre base, c'est vraiment des gens comme*

*vous et moi, des gens qui travaillent, des gens au chômage, des allocataires sociaux, c'est vraiment des gens du peuple et le peuple, ça comprend tout le monde ».*

Interview C : *« Populaire, c'est le peuple, en tous cas les milieux ouvriers, les travailleurs avec ou sans emploi. C'est les classes moyennes sans exclusive ».*

Interview D : *« Les Equipes mettent en mouvement, coalisent des ménages, des citoyens dont le pouvoir d'achat n'est pas énorme. Ce sont des citoyens fragiles d'un point de vue économique, qui rencontrent dans leur vie quotidienne toute une série de difficultés dans l'accès à une série de biens qu'on peut juger comme fondamentaux ».*

Interview E : *« Notre public est issu de milieux populaires ou en situation de précarité ».*

Interview F : *« On essaie de travailler d'abord avec un public défavorisé, un public qui est demandeur de plus d'améliorations au niveau social. On travaille avec les plus démunis, les gens qui sont dans la dèche, qui demain ou après-demain ne savent peut-être pas ce qu'ils vont avoir sur leurs tartines ».*

Dans l'esprit des permanents, le terme populaire semble avoir sa place pour définir le public avec lequel nous travaillons. Les statuts du Mouvement, modifiés lors d'un Congrès en février 2011, indiquent en effet que *l'équipe populaire ou le groupe local est un lieu privilégié de rencontre de personnes issues de milieux populaires*. Cette première approche par le biais d'interviews confirme néanmoins que le terme de populaire est devenu particulièrement flou pour les travailleurs du Mouvement et que plusieurs parmi ceux-ci hésitent même à l'utiliser.

Pour certains permanents, la vision du peuple exprimée est très englobante et comprend l'ensemble de la population puisqu'aux Equipes, on travaille avec tout le monde. Il apparaît néanmoins que ni peuple ni populaire ne soient aisés à définir puisque chez l'un le peuple est à la fois la base mais aussi l'ensemble de la population et que, chez un autre, populaire et classe moyenne se confondent. On perçoit cependant un début de restriction qui se poursuit chez d'autres animateurs pour qui le travail des Equipes est réalisé avec des publics en situation de fragilité, économique ou sociale, et qui font face à des difficultés dans différents domaines de leur existence. Enfin, pour les deux derniers interviewés, il ne s'agit pas seulement d'une fragilité mais d'une réelle précarité. Pour le premier, une distinction apparaît entre populaire et précaire. Pour le second, on s'oriente même vers une grande pauvreté puisque l'on touche des défavorisés, des démunis qui parfois ne savent pas ce qu'ils auront à manger le lendemain.

Les constats tirés de ce premier exercice d'expression sont venus appuyer notre désir de réaliser une analyse plus objective de notre public, au départ d'une série de critères définis. Analyse que nous avons démarrée quelques mois plus tard, au printemps de l'année 2012.

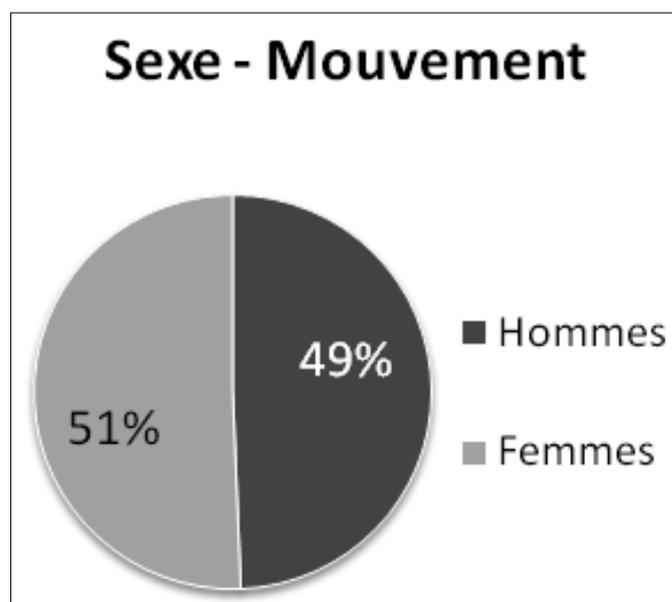
## 1.2. Présentation du questionnaire

La première phase de l'enquête menée avec les permanents a consisté à définir le profil des participants aux différents groupes qui composent le Mouvement. Cette étape du travail visait avant tout à objectiver la connaissance que nous avons du public qui compose nos groupes et fréquente nos activités. Pour ce faire, nous avons demandé aux permanents de chaque fédération de donner l'âge, le sexe et le rapport à l'emploi pour chacun des participants. D'autres critères auraient pu être retenus (nationalité, niveau d'études, nombre d'emplois précédents, possession ou non d'un véhicule ou d'un bien immobilier...) mais la contrainte du temps et le fait que nous passions par l'intermédiaire des permanents pour définir le profil des personnes nous a amené à opérer un choix. Ces trois critères ont semblé suffisamment pertinents pour entamer notre réflexion et visualiser la mixité de nos groupes. D'autres caractéristiques du public ont été abordées dans la suite de l'enquête et seront présentées au fil des chapitres de cette étude.

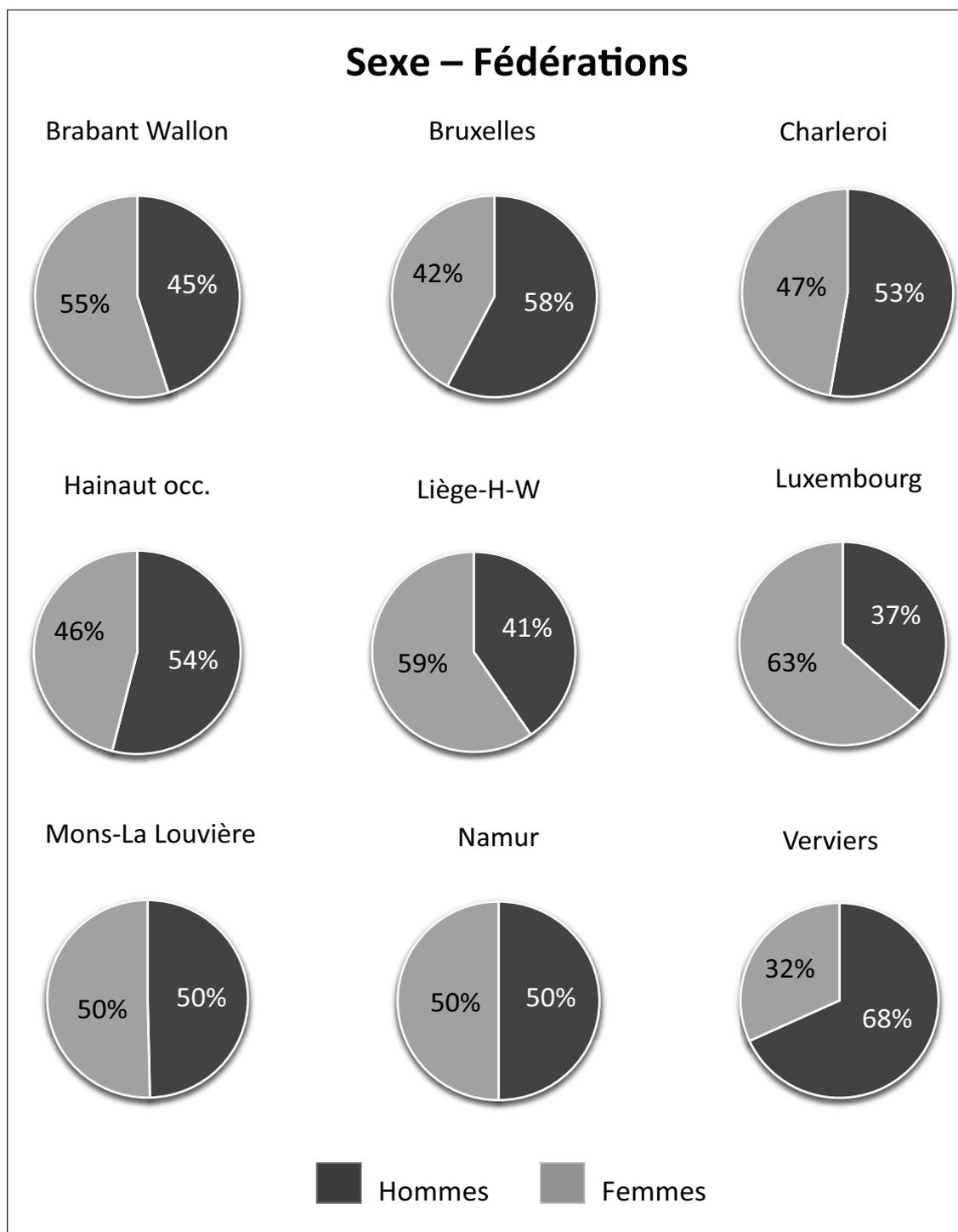
Après analyse des résultats, ceux-ci ont été présentés aux permanents des différentes fédérations. Ils ont pu les commenter, les questionner et apporter leur expertise de terrain pour compléter ou expliquer les données recueillies. Au total, 944 membres et 112 groupes actifs ont été recensés pour cette enquête, il s'agit d'un échantillon représentatif du Mouvement.

## 1.3. Le sexe

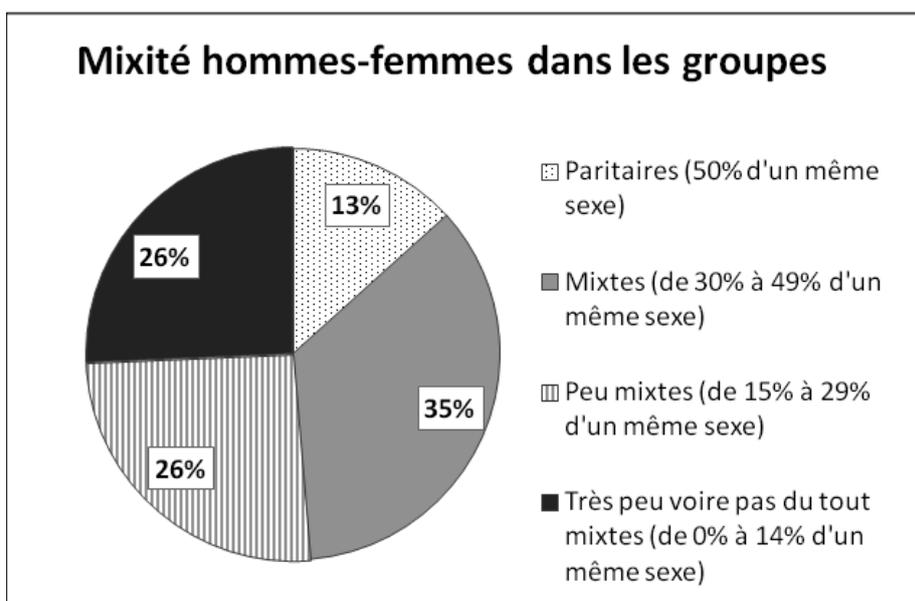
La répartition par sexe montre une réelle mixité dans le **Mouvement**.



Cet équilibre entre le nombre d'hommes et de femmes se retrouve dans chaque **fédération**, avec une légère différence pour Liège-Huy-Waremme et le Luxembourg qui comptent une majorité de femmes (respectivement 59% et 63%) alors que Bruxelles et Verviers touchent une majorité d'hommes (respectivement 58% et 68%).



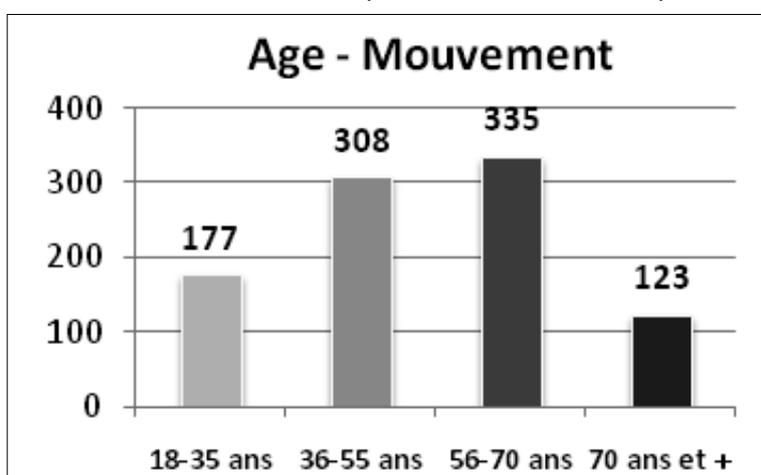
A l'intérieur même des **groupes**, cette apparente parité hommes-femmes est à nuancer. Dans 48% des groupes, la mixité est réellement significative, il s'agit de groupes qui soit sont paritaires, soit comptent de 30 à 49% de personnes d'un des deux sexes. Environ un quart des groupes a une mixité interne relative puisque hommes ou femmes n'y sont représentés qu'à hauteur de 15% à 30%. Un autre quart des groupes ne comporte que très peu, voire pas du tout de membres d'un des deux sexes.



## 1.4. L'âge

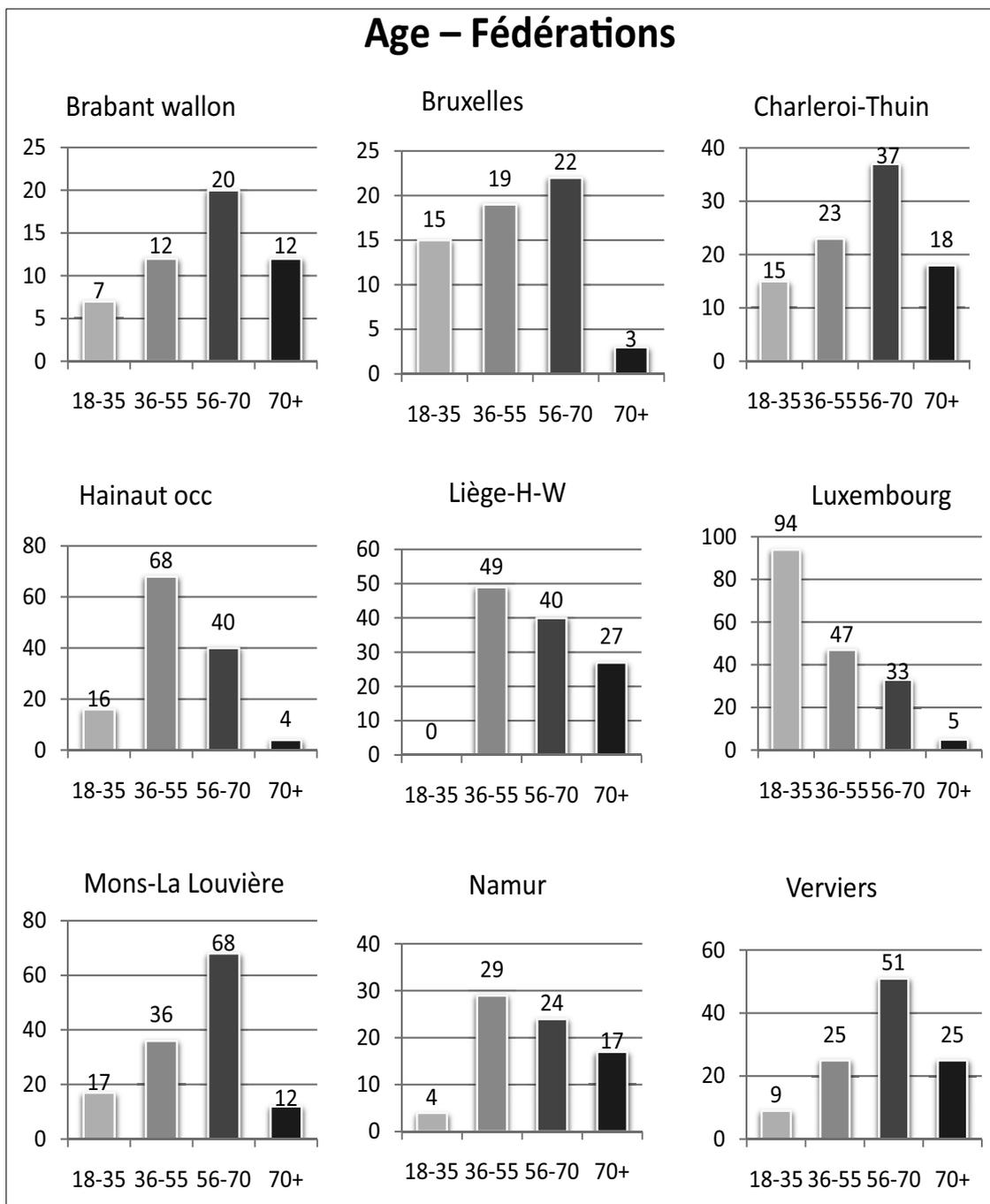
Les participants recensés ont été répartis en 4 tranches d'âge : de 18 à 35 ans, de 36 à 55 ans, de 56 à 70 ans, 70 ans et plus.

Au niveau du **Mouvement**, toutes les tranches d'âge sont représentées. Notons cependant que, mises ensemble, les tranches des 56-70 ans et des 70 ans et plus constituent 48% du public des Equipes. Pratiquement la moitié des membres recensés pour cette étude ont donc au-delà de 55 ans, ce qui ne s'est pas réellement avéré une surprise pour les travailleurs du Mouvement. On compte 33% de 36-55 ans et le public jeune est présent avec 19% de 18-35 ans.

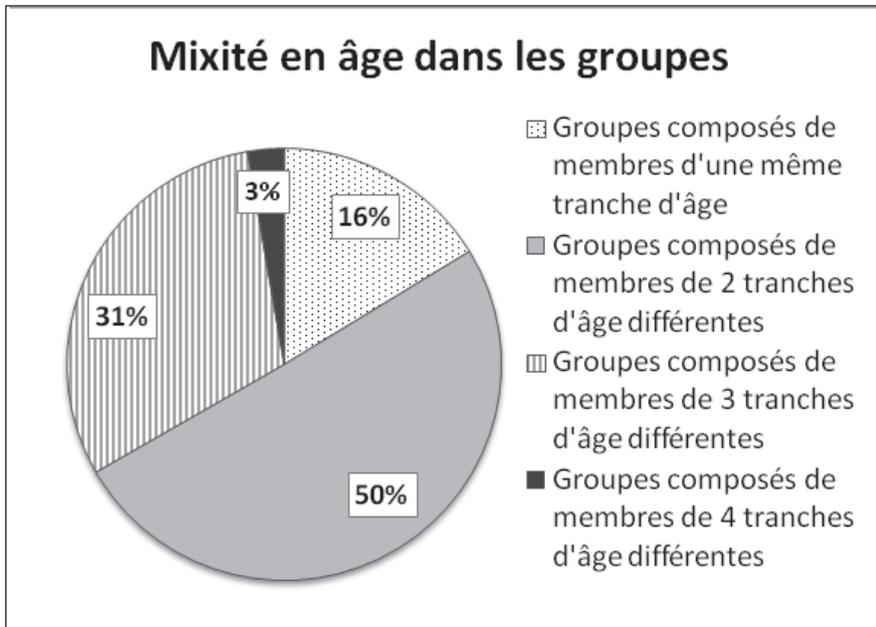


En ce qui concerne les **fédérations**, le Brabant wallon, Bruxelles, Charleroi-Thuin, Mons-La Louvière et Verviers suivent la même courbe que celle du Mouvement avec une majorité de 56-70 ans. Pour Namur et Liège-Huy-Waremme, la majorité des membres se situent dans la tranche 36-55 ans mais ces deux fédérations ne comptent que peu, voire pas du tout, de jeunes de 18-35 ans. Le Hainaut occidental compte également une majorité de 36-55 ans, les autres tranches d'âge sont représentées et cette fédération compte peu de plus de 70 ans. Le Luxembourg est la seule fédération qui touche une large majorité de jeunes de 18 à 35 ans et compte proportionnellement moins de membres au-delà des 55 ans que les autres fédérations.

## Age – Fédérations

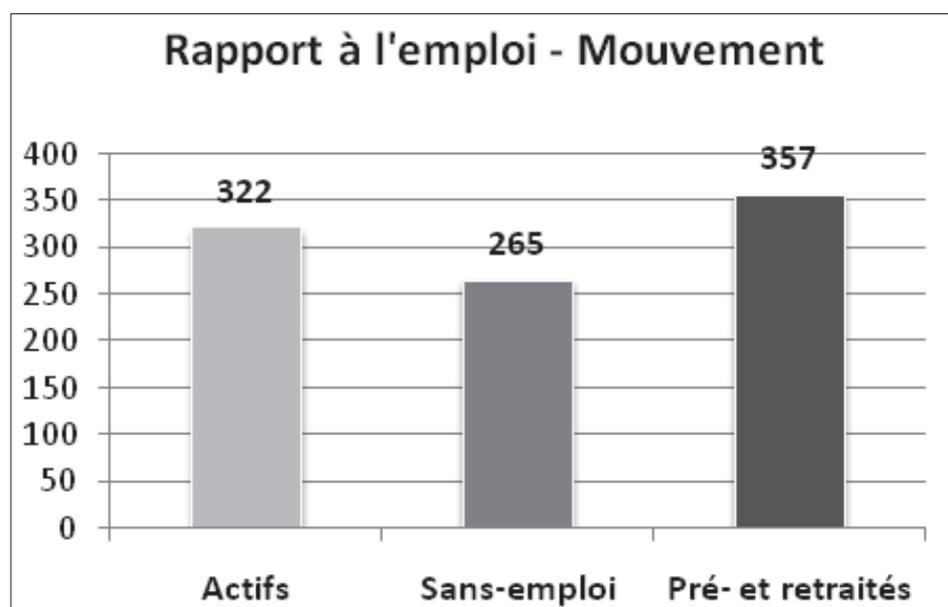


A l'intérieur même des **groupes**, cette mixité est réelle pour une majorité d'entre eux. Nous constatons que la moitié des groupes brassent deux tranches d'âge différentes et près d'un tiers des groupes mélange des membres de trois ou quatre tranches d'âge différentes.

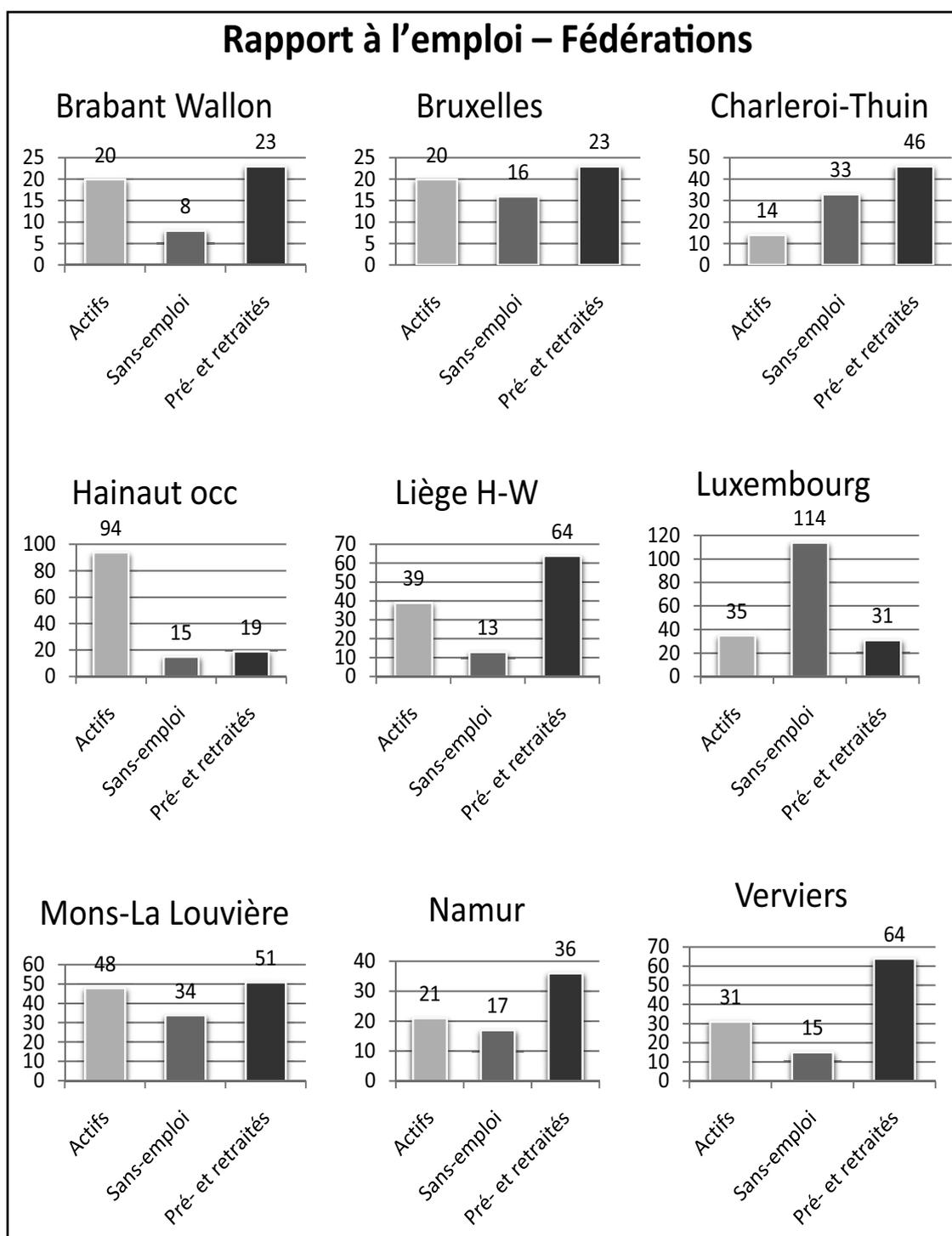


## 1.5. Le rapport à l'emploi

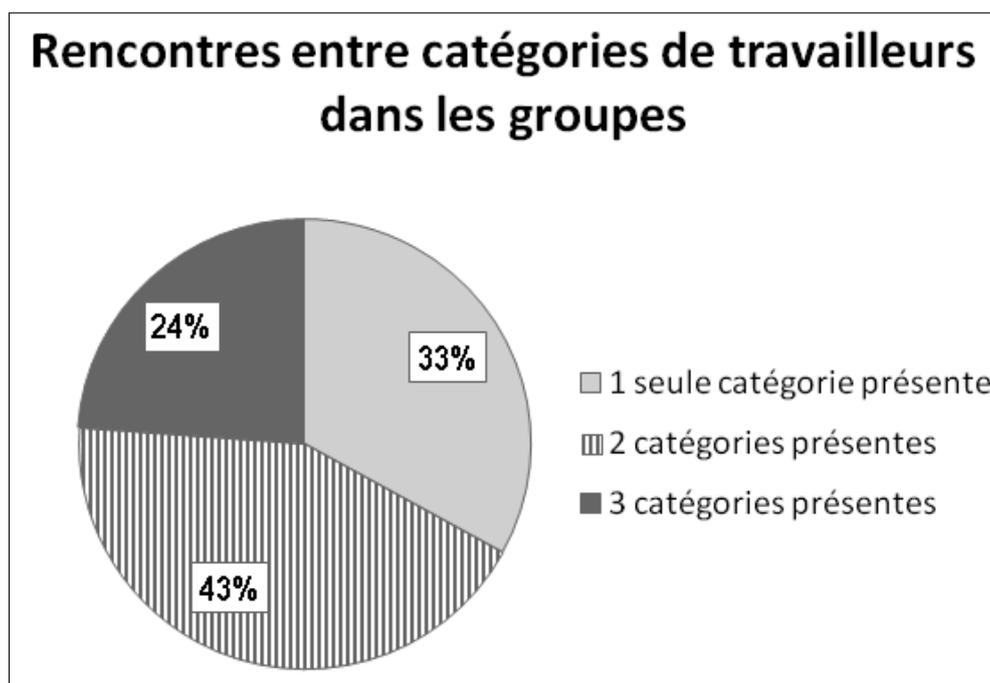
Au niveau du **Mouvement**, les (pré)retraités (38%) et les actifs (34%) sont les plus nombreux. Les travailleurs sans emploi sont bien représentés avec 28% des membres.



Sept **fédérations** sur neuf comptent une majorité de (pré)retraités. Pour quatre d'entre elles (Charleroi-Thuin, Liège-Huy-Waremme, Namur, Verviers), la proportion est plus importante qu'au niveau de l'ensemble du Mouvement. Charleroi-Thuin compte un nombre important de travailleurs sans emploi, c'est le deuxième groupe en importance dans cette fédération. Au Luxembourg, il devient même le groupe majoritaire. Le Hainaut occidental est la seule fédération à toucher une majorité d'actifs.



A l'intérieur même des **groupes**, cette mixité est également à nuancer. Si l'on reprend tous les groupes recensés on constate que, dans un tiers de ceux-ci, les trois catégories d'actifs, de travailleurs sans emploi et de pensionnés ne se rencontrent pas du tout. Par contre, 24% des groupes touchent au moins une personne de chacune de ces trois catégories et 43% des équipes regroupent des personnes de deux catégories distinctes. On peut donc estimer que dans le cas de trois-quarts des groupes, il y a rencontre entre des personnes vivant un rapport à l'emploi très différent.



## 1.6. Conclusions intermédiaires et pistes

Le public touché par les Equipes est, selon les trois critères retenus ici, mixte et diversifié. De manière générale, les données des fédérations suivent la même courbe que les résultats obtenus à l'échelle du Mouvement. Si l'on pousse le regard un peu plus loin, à l'intérieur même des groupes, on constate néanmoins que ceux-ci sont, pour une part, relativement homogènes en ce qui concerne au moins un des trois critères.

Grande mixité au sein du Mouvement, homogénéité relative à l'intérieur des groupes, ces constats confirment l'impression d'éclatement du public touché ressentie par les militants et les travailleurs du Mouvement et vont dans le sens de ceux qui soulignent qu'aux Equipes, on travaille avec tout le monde. Néanmoins, le fait de toucher un public très varié en termes de sexe, d'âge et de rapport à l'emploi a confirmé que nous disposions d'une base intéressante et pertinente pour développer notre réflexion sur la structure sociale de manière générale.

Ces premiers résultats nous renvoient par ailleurs aux processus d'évolution à l'œuvre dans les domaines de l'éducation permanente et de l'action collective qui, nous l'avons vu dans la

première partie de cette étude, ont eu tendance à privilégier de plus en plus le travail avec certains types de publics. Ceci se reflète dans l'homogénéité de certains de nos groupes. En effet, une des stratégies développée au cours des dernières années pour créer de nouveaux groupes a été de suivre le modèle de travail avec des « publics-cibles », c'est-à-dire un ensemble de personnes ayant des caractéristiques communes : femmes, sans-emploi, jeunes... Des critères autres que ceux évoqués ici ont aussi contribué à constituer des groupes de membres vivant des situations similaires : personnes en processus de médiation de dettes, bénéficiaires de maison médicales ou de centres de jour, habitants de cités sociales... Mais si cette réalité est perceptible pour une part des groupes, la grande majorité d'entre eux permet une réelle rencontre entre des personnes aux caractéristiques et aux statuts très variés. Cette mixité semble être le résultat d'une réelle volonté de la part des responsables bénévoles et professionnels du Mouvement qui considèrent qu'un groupe diversifié est plus porteur en termes d'échanges et de possibilités d'ouverture voire même d'action collective.

Si faire partie des Equipes et militer dans le Mouvement signifiait à une époque appartenir à une large famille, si le monde ouvrier y était alors largement représenté et qu'il se confondait avec la classe populaire, il semble aujourd'hui que l'approche des publics soit plus complexe. A la fois somme d'individus très différents et ensemble de groupes aux membres vivant des situations similaires, le Mouvement semble aujourd'hui plus difficile qu'avant à définir. Dans ce contexte, l'approche par classe sociale aurait-elle encore un sens ?

# L'appartenance à un ensemble social

## 2.1. Présentation du questionnaire

Dans un deuxième temps, nous avons souhaité récolter des informations sur le statut socio-économique de nos membres. Pour ce faire, nous avons également demandé aux permanents de situer chacun des participants à leurs groupes dans un des trois ensembles que nous avons établi suite au croisement des théories de Robert Castel et de Christian Maurel, présentées dans la première partie de cette étude.

Nous avons volontairement choisi de ne pas donner de noms à ces ensembles afin de ne pas étiqueter les personnes avec lesquelles nous travaillons. Nous avons donc préféré désigner des ensembles A, B et C. Castel parlerait sans doute d'intégrés (A), de vulnérables (B) et de désaffiliés (C); Maurel quant à lui dirait plutôt mobiles actifs (A), sédentaires contraints (B) et errants (C).

Des zones intermédiaires ont également été dessinées. Elles permettent de montrer que cet outil d'analyse n'a pas pour objectif de mettre des personnes dans des cases mais bien plutôt de les situer sur un continuum dans lequel se démarquent de grands ensembles aux contours probablement flous et aux frontières mouvantes.

A nouveau, nous acceptons ici la limite de l'enquête qui non seulement nous a contraints à évaluer la situation socio-économique de chaque membre au travers du regard du permanent qui le côtoie mais qui nous a aussi amenés à définir cette situation au départ d'une approche globale de la personne et non pas à partir d'un ensemble de données objectivement mesurables.

Les trois ensembles ont donc été définis et présentés comme tels :

**Ensemble A** : cette catégorie comprend les personnes qui ont un **niveau de vie confortable**, possèdent un patrimoine matériel et/ou culturel important, sont capables d'optimiser leurs atouts et de mettre à profit une période sans travail pour se former. Au niveau professionnel, soit ils ont un emploi stable et durable, soit ils sont suffisamment armés pour prendre des risques, saisir les opportunités, bouger. De manière générale, ils n'éprouvent pas le

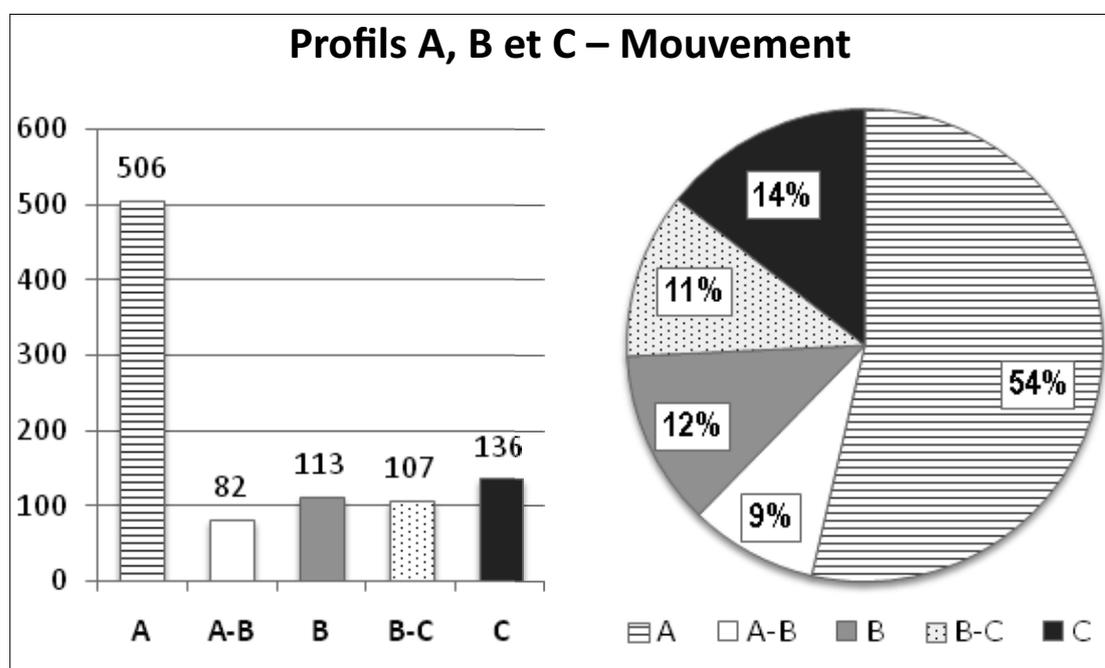
sentiment de subir les contraintes mais d'être acteurs de leur vie.

**Ensemble B** : cette catégorie comprend les personnes qui subissent une **certaine forme d'insécurité** et se sentent vulnérables face aux situations qui les dominent. Leur niveau de formation est plus modeste, ils possèdent peu de patrimoine matériel et doivent se battre pour leurs acquis professionnels et sociaux. Ils font régulièrement appel aux solidarités de proximité. Au niveau professionnel, soit ils vont et viennent dans l'emploi cumulant différents types de contrats, soit ils subissent un emploi qui ne leur convient pas mais n'ont que peu de possibilités d'en changer.

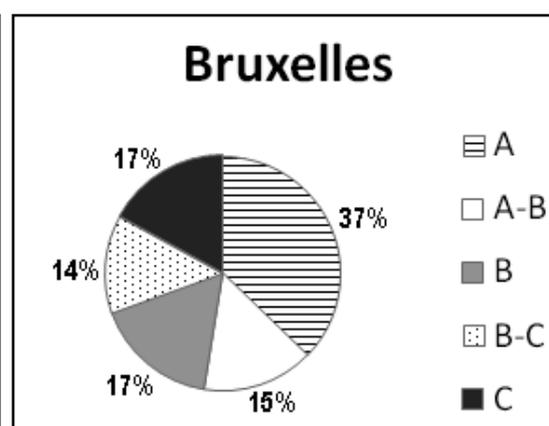
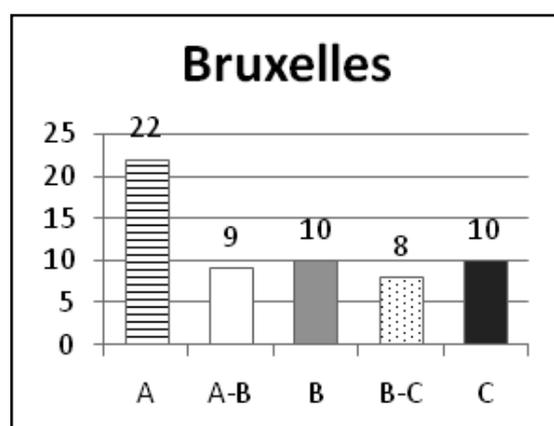
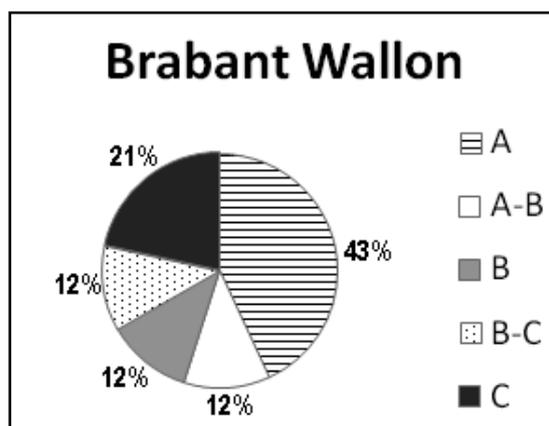
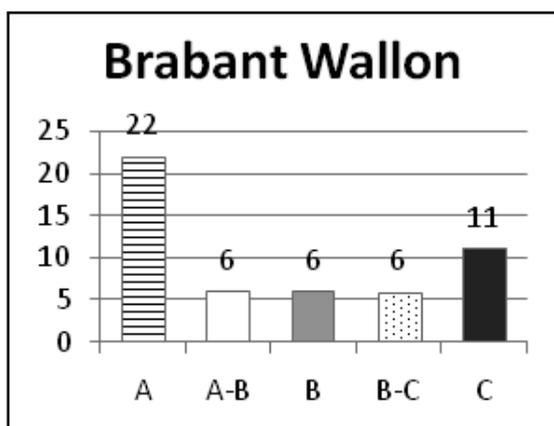
**Ensemble C** : cette catégorie comprend les personnes qui subissent une **réelle exclusion/désaffiliation**. Ils échappent aux réseaux de relations sociales, n'accèdent plus à l'emploi ou sont contraints à subir les aléas de contrats très précaires. Ils vivent d'expédients, sans repères sociaux, psychologiques et/ou intellectuels, ou avec des repères brouillés. Ils n'ont pas la possibilité d'être réellement acteurs de leur vie mais subissent ce qui leur arrive à différents niveaux.

## 2.2. Résultats

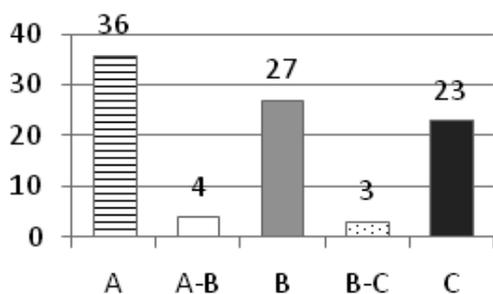
On constate une réelle mixité au sein du **Mouvement** puisque les trois ensembles sont représentés. Il y a néanmoins une nette prédominance de l'ensemble A qui comprend 54% des membres du Mouvement. La zone B regroupe 12% des membres tandis que la C en compte 14%. Les zones intermédiaires A-B et B-C comprennent respectivement 9% et 11% des participants.



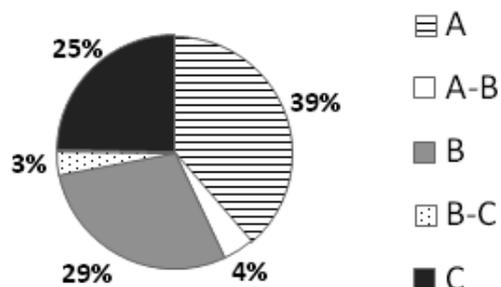
Cette prédominance de A se retrouve dans 8 des 9 fédérations mais avec des proportions parfois très différentes : de 37% à Bruxelles à 90% à Verviers. Au Luxembourg, le résultat est totalement différent avec à peine 3% de membres placés dans l'ensemble A. Dans cette fédération, c'est le groupe B-C qui est le plus nombreux avec un total de 47% de membres. La mixité sociale est variable selon les fédérations. On remarque pour Bruxelles et le Brabant wallon une représentation plus ou moins équivalente des ensembles autres que A. Pour Charleroi-Thuin, Mons et Namur, les trois ensembles sont représentés mais peu de personnes se situent dans les zones intermédiaires. Le Hainaut occidental et Verviers comptent une très large majorité de membres situés en A, Verviers n'a pas de membres situés en B. Notons également qu'à Bruxelles, dans le Brabant wallon et au Luxembourg, les zones intermédiaires (A-B et B-C) sont plus fortement représentées qu'ailleurs.



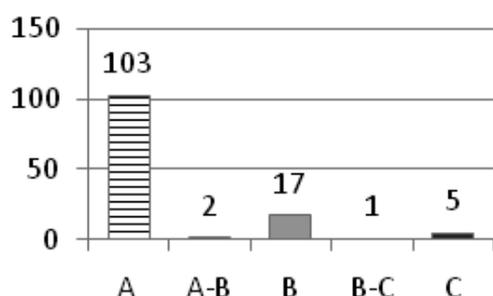
### Charleroi-Thuin



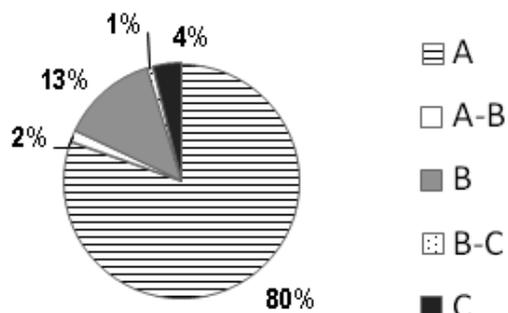
### Charleroi-Thuin



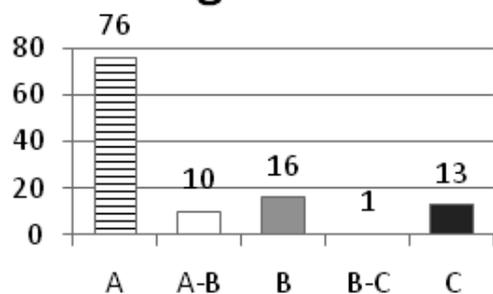
### Hainaut occ



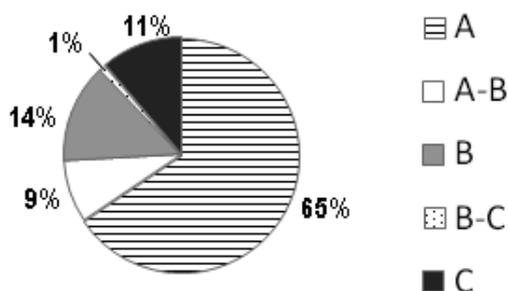
### Hainaut occ



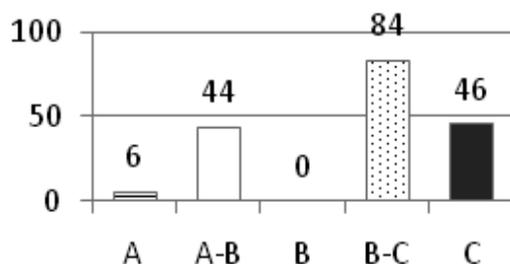
### Liège-H-W



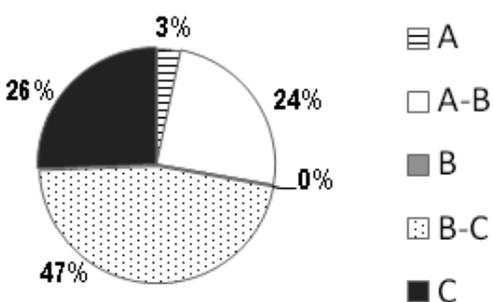
### Liège-H-W

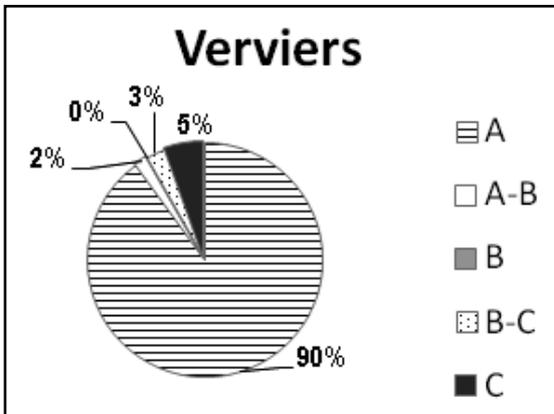
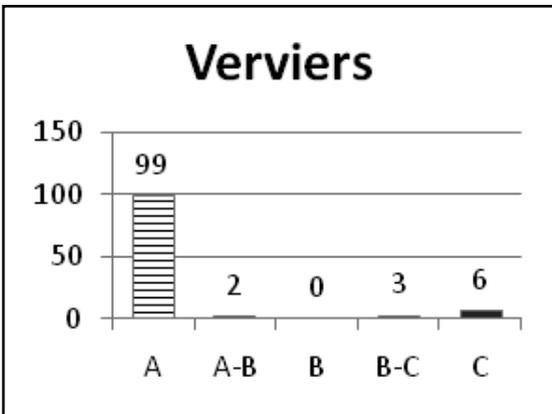
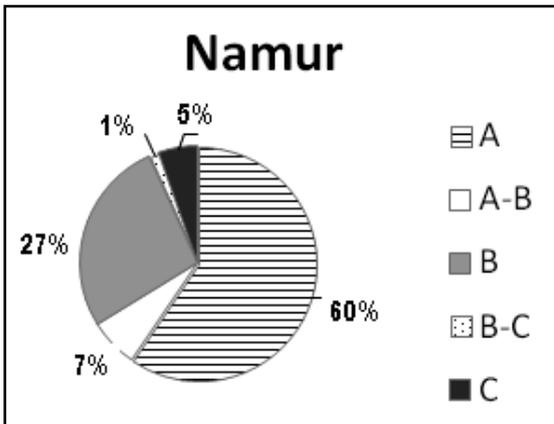
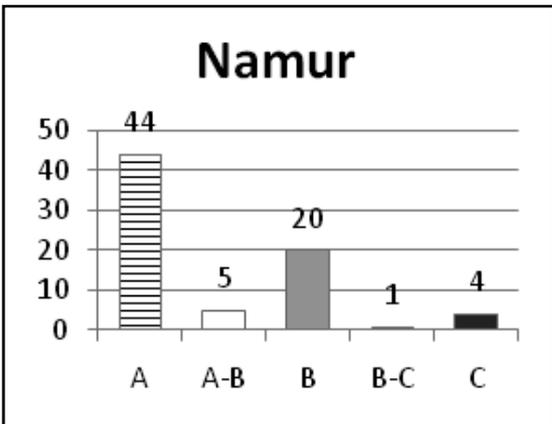
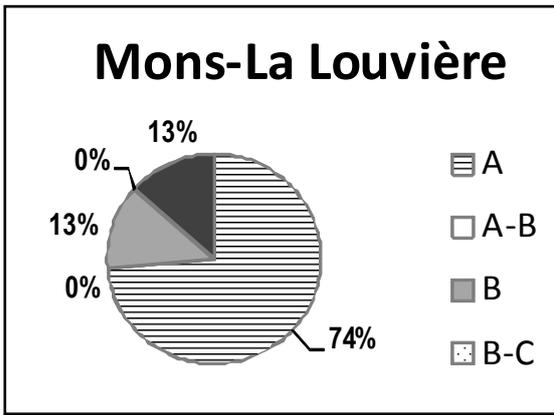
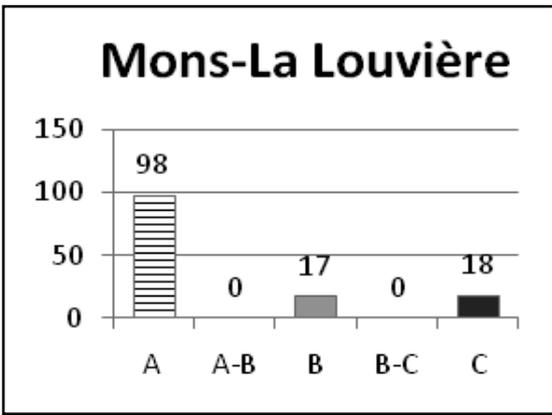


### Luxembourg

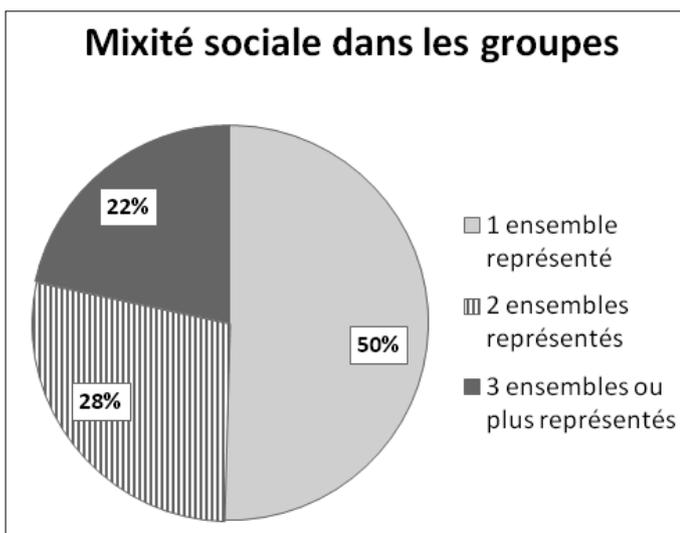


### Luxembourg





En ce qui concerne les **groupes**, on remarque que la moitié de ceux-ci sont composés de membres appartenant à un seul des ensembles définis ci-dessus. Pour l'autre moitié des groupes, la rencontre entre des personnes issues de 2 ou 3 ensembles, voire plus si l'on tient compte des zones intermédiaires, a réellement lieu.



Nous avons par la suite effectué un **croisement entre les profils A, B et C et leur rapport à l'emploi**. Si l'on y regarde de plus près, on remarque

que près de la moitié des membres A sont pensionnés (48%), majoritairement des ouvriers, ou issus de familles ouvrières, qui ont pu bénéficier de la période du plein emploi et ont pu acquérir, au fil des ans, un statut, une épargne, parfois même une habitation en propriété. Parmi les autres membres A, on trouve 47% d'actifs, principalement des travailleurs qualifiés possédant un diplôme supérieur, universitaire ou non (travailleurs du non-marchand, employés, cadres...). L'ensemble B est composé de membres aux profils socioprofessionnels variés : peu d'actifs (16%) et dont on suppose qu'ils cumulent petits contrats, temps partiels, contrats précaires, un nombre important travailleurs sans emploi (41%) pour cause de chômage ou d'invalidité et des pensionnés (43%) bénéficiant des petites pensions dues à des contrats peu avantageux ou à des carrières incomplètes. Le nombre de sans-emploi augmente encore considérablement dans l'ensemble C pour atteindre les 66%. Mais cet ensemble compte néanmoins un nombre d'actifs qui n'est pas à négliger puisqu'il s'élève à 20% (ce qui met peut-être en avant le phénomène des travailleurs pauvres) ainsi que des pensionnés à hauteur de 14%.

Rapport à l'emploi \ Profils	A	A-B	B	B-C	C
Actifs	47%	41%	16%	13%	20%
Sans-emploi	5%	15%	41%	77%	66%
(Pré)-retraités	48%	44%	43%	10%	14%
Total	100%	100%	100%	100%	100%

## 2.3. Commentaires des permanents

Suite à la présentation des résultats de cette enquête aux permanents du Mouvement, nous avons souhaité recueillir leurs réactions à la fois lors d'une rencontre de groupe mais aussi au cours d'entretiens individualisés avec certains d'entre eux. Nous leur avons demandé de réagir sur la vision qu'ils ont des différents ensembles proposés pour l'analyse et d'exprimer le lien éventuel qu'ils font entre ces ensembles et ce que l'on appelle le « milieu populaire ».

### 2.3.1. Sur les ensembles

En ce qui concerne la prédominance de l'ensemble A, les permanents diraient de manière intuitive qu'il s'agit, *pour la plupart de membres âgés et anciens dans le Mouvement*. Pour certains, il convient néanmoins de *nuancer cet ensemble A*. Bien que relativement à l'abri d'une série de difficultés d'existence, il ne s'agit pas non plus d'un public privilégié. D'ailleurs, certains permanents ont placé des personnes en A *parce qu'elles possèdent un capital culturel, mais au niveau des revenus, elles tendent plutôt vers le B*. Selon eux, les groupes dans lesquels les membres A sont largement majoritaires *sont composés de militants qui ont en tête un projet de société, des valeurs à mettre en avant et qui sont attachés au Mouvement*.

L'ensemble B ne pose pas de questions particulières. Il s'agit, pour certains, *de notre public prioritaire* même s'il n'est pas majoritaire. S'ils sont confrontés à une série de difficultés, les membres situés en B semblent être néanmoins en capacité de s'impliquer dans les projets et d'y prendre une place voire même certaines responsabilités. Dans plusieurs fédérations, on leur reconnaît également la qualité de pouvoir s'intégrer plus facilement dans tous types de groupes aux profils socio-économiques mixtes, *quand il y a mixité dans les groupes, ce sont souvent des groupes A et B ou alors B et C mais c'est beaucoup plus difficile de faire se rencontrer A et C*.

Pour certains permanents, les publics placés en B et C sont envisagés comme faisant partie d'un même ensemble ou, en tous cas, ayant des caractères communs. Un permanent souligne par exemple que, dans sa fédération, *les groupes B et C sont plus passifs, en attente de quelque chose. Ils sont attachés au Mouvement mais d'une autre manière, ils sont très influençables et leur intérêt pour nos thématiques varie en fonction de leur vécu*.

L'approche de l'ensemble C apporte quant à lui de réelles interrogations. De l'avis de quelques permanents, *si notre public devient majoritairement C, nous devons modifier notre façon de travailler parce qu'on sera de plus en plus dans l'individuel, voire l'assistance sociale. Si le public C est dans des groupes mixtes le travail est possible, sinon c'est plus difficile de tirer le groupe*. Cette question de l'approche de publics en réelle situation de dés-affiliation se révèle très présente dans le chef des professionnels du Mouvement et de nombreuses difficultés surgissent lorsque l'on évoque le travail avec ce public : création et pérennisation des groupes, gestion des conflits, approche individualisée qui prend parfois le pas sur la dynamique du groupe, freins à la mobilisation ou à l'implication dans le Mouvement (*quand on va vers des plus précaires, on ne pérennise pas le Mouvement, ce ne*

*sont pas des gens qui vont rester)... Les permanents utilisent donc le terme de *précaires* pour les définir et ils ont l'impression que parmi ceux-ci, les fédérations touchent particulièrement *des jeunes et des femmes*. Pourtant l'approche de ces publics tient vraiment à cœur à l'équipe d'animation de certaines fédérations qui considèrent que *si on ne s'adresse pas à eux, qui va le faire ? Même si on est parfois impuissants, le fait de parler avec des gens, qu'ils sentent qu'on s'intéresse à eux, ça peut déjà être un premier pas. Mais après, pour toucher ce public-là, il faut du temps, et on en a de moins en moins...**

Dans leur travail quotidien, les permanents répètent fréquemment qu'ils constatent une précarisation de plus en plus nette d'une frange importante de la population et notent qu'*il serait intéressant de voir dans quelques années si une partie des profils B ne bascule pas vers le C*. Cette remarque ouvre la piste d'une réflexion sur la mobilité sociale. Au cours des entretiens individualisés réalisés auprès des permanents, plusieurs ont insisté sur leur crainte de voir s'accroître encore plus un phénomène de fragilisation de publics pourtant déjà considérés en difficulté : *Il y en a qui sont de plus en plus largués, il y a de plus en plus de gens qui sont sur le fil du rasoir, qui sont prêts à basculer. Quand le filet de la sécurité sociale ne suffit plus, si le filet familial est là tu vas pouvoir rebondir, sinon tu vas plonger*. Et ce constat semble s'étendre aussi à des franges plus favorisées - ou moins défavorisées - de la population : *Je vois des gens qui perdent pied ou perdent courage par rapport à ce qui leur arrive et ne sont plus capables de se mobiliser. Mais même pour ceux qui étaient relativement à l'aise, je vois que ce n'est pas du tout évident, ça devient aussi de plus en plus la galère au quotidien*.

### 2.3.2. Sur la mixité des groupes

En ce qui concerne la mixité des groupes, les professionnels reconnaissent de manière unanime la richesse des groupes qui brassent une diversité de profils socio-économiques : *les groupes mixtes et diversifiés sont plus porteurs, alors que les groupes homogènes sont moins dynamiques*.

Pourtant, la mixité ne va pas nécessairement de soi, en premier lieu parce que *la société fait tout pour que les gens ne se rencontrent pas*. Et quand elle est présente, cette mixité suscite parfois certaines réactions que l'animateur doit apprendre à gérer : stéréotypes des uns à l'égard des autres, différences culturelles, différences de point de vue plus marquées... *Ce n'est pas si évident parce qu'il y a quand même des a priori, et ils vont dans les deux sens. On parlait de la représentation du monde populaire, de la personne qui crie haut et fort, extravertie, qui fréquente peut-être les bistrots... Et de l'autre côté on voit le monde politique, le monde des universitaires qui semble inaccessible. C'est comme s'il y avait des barrières entre certains types. Chacun a ses barrières, ses représentations construites par son éducation, sa famille...* De manière assez classique, les jugements partent de personnes en situation plus aisée vers des gens moins favorisés et inversement. Mais les permanents constatent aussi, et nous en avons fait part déjà lors de la première partie de cette étude, le développement de discours stigmatisants à l'intérieur même des classes les moins bien dotées : *les travailleurs sous-entendent que les chômeurs sont des profiteurs, les chômeurs disent que ce sont les bénéficiaires du CPAS qui sont profiteurs... il faut toujours un bouc émissaire !*

Une mixité sociale riche et pas toujours évidente à gérer mais intrinsèquement liée au travail d'éducation permanente réalisé dans le Mouvement, parce que la rencontre est la meilleure manière de déconstruire les stéréotypes et de construire ensemble un monde plus juste. Cet aspect-là de l'action de terrain est défendu de façon ardente par les permanents : *c'est ça que je trouve intéressant au niveau des Equipes Populaires, c'est qu'on fait venir des gens qui sont de milieux différents. Et parfois, le fait d'échanger sur des réalités différentes permet de s'encourager. Une fois qu'on apprend à connaître l'autre, on est plus dans la solidarité que dans la moralisation.*

### 2.3.3. Sur le rapport entre ces ensembles et la notion de populaire

C'est par cette porte d'entrée des ensembles sociaux que nous avons voulu aborder avec les permanents les notions de classes sociales de manière générale et de milieux populaires en particulier. Avant toute chose, il est intéressant de noter la très grande circonspection avec laquelle les travailleurs du Mouvement acceptent d'aborder cette question. S'ils concèdent que les classes sociales ne sont peut-être pas entièrement mortes, ils craignent de stigmatiser les publics lorsque le terme de populaire surgit dans les discussions.

Pour commencer, nous leur avons demandé de définir ce qu'était pour eux le milieu populaire en s'aidant des ensembles à partir desquels nous avons travaillé. A nouveau, les réponses ont été très variées.

Pour certains, le milieu populaire comprend des personnes des catégories A, B et C dont la qualité de vie dépend *de leur travail et non pas de leur capital ou patrimoine*. Certains élargissent même encore un peu la notion puisqu'ils considèrent que *n'étant pas du milieu populaire ceux qui font partie de l'élite dirigeante, tous les autres y sont*. Les permanents qui soutiennent cette vision précisent donc qu'ils considèrent les membres de l'ensemble A non pas comme des acteurs dirigeants ou détenant une forme de pouvoir mais plutôt comme des travailleurs qui ont pu se mettre à l'abri de problèmes d'existence divers. Pour ces permanents-là, les milieux populaires se définissent donc d'abord dans un rapport au travail et à la prise de décision : *ce sont des gens qui ne participent pas nécessairement aux prises de décisions importantes et qui n'ont pas d'emprise sur la société, excepté par leur vote*. Un animateur apporte une dimension politique supplémentaire à la définition ainsi construite collectivement et estime que *les milieux populaires sont ceux qui vivent des précarités, qui ont un sentiment d'appartenance au peuple et qui ont un intérêt au changement, à ce que le statu quo ne demeure pas*.

D'autres permanents expriment une plus grande restriction dans leur manière d'aborder la notion et considèrent qu'il ne faut sans doute englober dans le milieu populaire que les catégories B et C car il s'agit *d'un public qui est sur le bord de la touche, pour qui c'est un peu la galère au quotidien et où certains besoins ne sont pas rencontrés*. Ils ajoutent néanmoins qu'il existe une série de points communs entre ces personnes du milieu populaire et certains des membres situés en A qui *peuvent partager des préoccupations communes*.

Un troisième point de vue défendu a été celui d'un milieu populaire qui grouperait A et B. A

l'extérieur, on trouverait en haut, ceux qui tirent les ficelles et en bas ceux qui sont exclus de tout et même du monde populaire parce qu'ils cumulent toute une série de pauvretés. Cet apport a amené une discussion entre les professionnels et l'un d'entre eux a défendu l'idée qu'il faut inclure les C dans le milieu populaire pour ne pas les exclure encore plus qu'ils ne le sont.

Si l'aspect culturel n'apparaît pas dans un premier temps lors de la discussion de groupe, les permanents rencontrés en entretiens individuels y font référence pour cerner ce que désigne le milieu populaire : *ce n'est pas une question d'emploi, ce n'est pas toujours lié à une situation économique. C'est le vécu des gens, les aléas de la vie, c'est plus une question de culture.* L'entrée dans la question culturelle reste néanmoins très prudente et un peu vague. Un des permanents rechigne à aborder cette thématique : *J'ai du mal avec le fait qu'on revient toujours à « milieu populaire ».* Pour moi, populaire c'est le peuple, les gens qui vivent dans la société mais qui n'ont pas en mains les manettes des rouages. Tu peux avoir un cursus scolaire important mais ce n'est pas pour cela que tu vas te faire une place dans la société. Maintenant, un universitaire peut être tout à fait précarisé. Le niveau de scolarité semble pourtant être chez certains un caractère à prendre en considération et un permanent fait remarquer que *le milieu peu scolarisé a souvent tendance à changer d'avis. Il y a des gens qui ont du mal à se fixer sur des principes, des valeurs. Ils peuvent changer d'avis très souvent en fonction des discours qu'ils entendent.* D'autres évoquent certains caractères particuliers comme la manière de s'exprimer, de communiquer : *une culture commune ? Partager des préoccupations communes ou des réalités de vie fait que finalement on dégage ensemble un certain savoir, une certaine manière de vivre les choses et de pouvoir l'exprimer.* A ce titre, quelqu'un fait remarquer que les images que l'on véhicule généralement à propos des classes populaires sont très stéréotypées et prend un exemple de commentaires entendus dans son quartier : *je vois ici dans ma rue des gens qu'on va qualifier de « populaires », des gens qui parlent fort, qui n'hésitent pas à s'engueuler en pleine rue. Dans l'imaginaire, on met beaucoup de choses derrière « populaire » et on imagine qu'on est différents d'eux mais quand tu les connais, tu te dis qu'on a aussi beaucoup de points communs.*

Lors des entretiens individuels, nous avons souhaité que les permanents nous confient ce qu'évoquaient pour eux les classes sociales de manière plus générale. Tous concèdent que des inégalités perdurent, voire même qu'elles se creusent : *nier l'existence des classes c'est dire qu'il n'y a pas d'injustice. Si l'égalité n'y est pas, alors il y a toujours des classes sociales.* Et pourtant, la situation semble avoir considérablement changé, *les classes sociales ne sont plus ce qu'elles étaient il y a 30 ou 40 ans d'ici, elles ont évolué différemment et les frontières sont certainement plus floues.* Les permanents attirent l'attention sur le fait que les catégories sont moins définies qu'avant et que les mouvements d'une catégorie à l'autre sont plus fréquents et plus rapides. Il leur paraît aussi important de souligner que l'individualisme moderne a *divisé les gens d'une même classe sociale*, ce qui a eu pour conséquence notamment *de freiner la mobilisation et l'action. Le fait de diviser fait perdre la perception commune des choses. Aujourd'hui, les classes sociales sont explosées.*

## 2.4. Conclusions intermédiaires et pistes

A la fois l'enquête menée auprès des professionnels mais également les entretiens réalisés avec certains d'entre eux tendent à montrer que la situation du Mouvement reflète assez bien le phénomène d'éclatement du salariat tel qu'analysé par Robert Castel. La photographie des groupes révèle en tous cas une grande diversité des profils socio-économiques ainsi qu'une difficulté à percevoir une unité entre tous. Dans certains cas, cette diversité est même teintée d'antagonismes ou d'oppositions puisque les stéréotypes s'ancrent dans les différentes couches de ce salariat éclaté. Ce constat de dissensions internes, les professionnels du Mouvement en font l'expérience sur le terrain lorsque, par exemple, ils soulignent la grande difficulté à organiser la rencontre entre des membres de la catégorie C avec les catégories A et même parfois B. Pourtant, il semble évident que les différents membres, aux profils les plus variés, font partie d'un même ensemble et sont reliés entre eux par une position commune puisqu'ils sont, à des degrés divers, dépendants des décisions d'autres qu'eux-mêmes en ce qui concerne certains aspects de leur vie. Pour contrer ce phénomène d'éclatement, il apparaît que la piste de la mixité sociale interne aux groupes soit réellement porteuse. Elle permet à la fois une rencontre qui fait s'estomper les stéréotypes mais qui aide aussi à percevoir les liens qui continuent à unir l'ensemble des travailleurs salariés, qu'ils soient actifs, sans-emploi ou pensionnés.

L'ensemble du travail d'enquête élaboré jusqu'à présent nous ramène également vers l'évolution du monde du travail et la question de savoir si l'emploi demeure ou non rempart contre l'exclusion. Ce que l'on constate en croisant les données des profils A, B et C avec le rapport de ces personnes à l'emploi c'est que le nombre de sans-emploi augmente de manière très nette lorsque l'on va vers l'ensemble C. On passe en effet d'à peine 5% de sans-emploi en A, à 41% en B et ce taux atteint 66% en C. Ce qui pourrait nous amener à conclure que l'accès à l'emploi reste bien entendu le premier moyen de se prémunir contre la précarité. Pourtant, le nombre de travailleurs actifs reste significatif dans les ensembles B (16%) et C (20%). S'il a toujours existé une frange importante du monde du travail qui avait du mal à nouer les deux bouts, l'enquête met ici nettement en évidence le phénomène des travailleurs dits « pauvres » qui cumulent des contrats ne leur permettant plus de vivre dignement. A ce stade, et comme le soulignait un des permanents, si la famille au sens large n'est pas présente, le basculement dans la précarité s'effectue. De son côté, Robert Castel considérait encore au milieu des années 1990 *la relation au travail comme support privilégié d'inscription dans la structure sociale* mais il n'en éludait pas pour autant l'importance du réseau social et familial comme facteur d'insertion : *l'association travail stable-insertion relationnelle solide caractérise la zone d'intégration*<sup>(52)</sup>. Historiquement au cœur de la réflexion des mouvements ouvriers et sociaux, cette question de l'emploi doit donc sans doute demeurer une préoccupation majeure au sein du Mouvement.

Autre constat que, suite à notre analyse de terrain, nous partageons avec Robert Castel, c'est qu'il y aurait, dans notre société, de plus en plus d'individus en situation de flottaison et que les périodes de crise vont de pair avec un grossissement du groupe des désaffiliés. On remarque non seulement que l'ensemble C s'étoffe de plus en plus mais également que le nombre de personnes en situation très instable et en passe de basculer vers une situation plus précaire encore augmente. Cet élargissement du groupe C interpelle les permanents du Mouvement à plusieurs égards. Il s'agit de membres qui ont souvent besoin d'un accompa-

gnement individuel et d'une attention forte, ce qui induit un changement de fonction dans le chef de l'animateur qui se retrouve parfois avec une casquette de travailleur social. A ce stade, le contact individuel se substitue parfois, pour un temps plus ou moins long, au travail collectif. Un des enjeux qui se présente aujourd'hui à nous est donc bien de mesurer l'ampleur de ce phénomène de désaffiliation, d'en comprendre les mécanismes et de pouvoir adapter nos stratégies et méthodes d'action en vue de continuer, avec ce public-là, non seulement un processus d'émancipation mais également un réel travail collectif de réflexion et d'action sur l'espace public.

Enfin, nous faisons le constat de la nécessité d'un éclaircissement de la notion de milieu populaire et de l'importance de suivre les nouvelles analyses sociologiques en la matière. Au cours de nos lectures théoriques, nous avons remarqué que des sociologues contemporains tels qu'Olivier Schwartz ou Louis Chauvel attirent l'attention sur l'importance d'une redéfinition des classes sociales en tenant compte des réalités actuelles. C'est un peu le même sentiment que nous avons ressenti chez les travailleurs du Mouvement pour qui les notions de classes sociales et de milieux populaires semblent conserver un sens mais en même temps demeurer particulièrement floues. A l'ère du politiquement correct, l'usage de ces termes entraîne gêne et circonspection. Ce qui nous amène à considérer le milieu populaire dans une acceptation particulièrement large afin de ne pas enfermer une partie de notre public dans une catégorie trop strictement déterminée. C'est principalement le caractère de domination qui prime chez les permanents pour définir le populaire, domination vue comme à la fois économique et décisionnelle. L'idée de séparation culturelle n'apparaît que très peu et c'est particulièrement cet aspect des différences culturelles qui provoque un sentiment de malaise chez les permanents qui ne veulent les évoquer. Mais ne pas oser nommer la réalité sociale, économique, culturelle et politique dans son ensemble d'une partie de notre public ne nous entraîne-t-il pas vers une voie qui nous empêchera par la suite de dénoncer les causes à l'origine de ces réalités de vie ? Plutôt que de parler de « public issu de milieu populaire », on constate chez les permanents une propension à utiliser les termes de « publics précaires » ou de « publics fragilisés ». Pourtant, ne devrait-on pas se questionner sur les connotations qui se cachent derrière ces termes-ci et sur ce qu'implique leur usage de façon plus idéologique ?

# La dynamique des groupes

## 3.1. Présentation du questionnaire

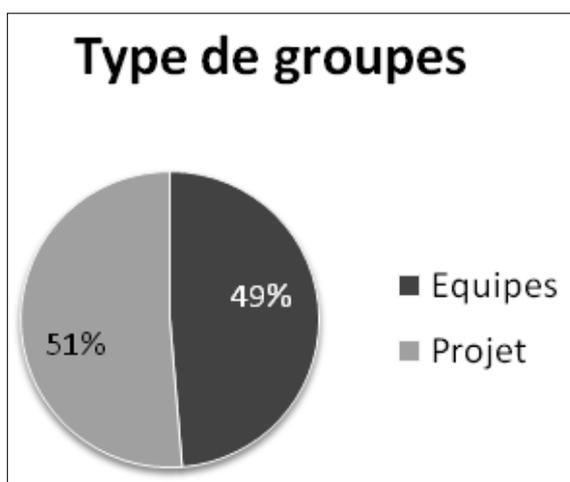
Pour cette troisième partie de l'enquête, nous avons souhaité mettre en avant le fonctionnement et les processus internes aux groupes. Il nous a en effet semblé important de ne pas situer notre réflexion uniquement sur les caractères sociaux et économiques qui peuvent définir notre public mais aussi sur la réflexion que celui-ci mène et qui le pousse parfois vers des actions collectives de revendication et d'interpellation.

Cet aspect de la dynamique d'action des groupes n'est pas sans lien avec la réflexion sur la notion de populaire. Lors d'une rencontre avec Emile Servais, celui-ci nous a proposé la piste de la conflictualité pour appréhender l'idée de classes populaires. Si les caractéristiques communes de ces milieux sont d'abord perçues dans leurs dimensions de domination et de séparation, Emile Servais a souhaité attirer notre attention sur le fait que les différentes composantes des classes populaires ont, à de maintes reprises, montré leur capacité à se mettre en mouvement pour porter des conflits. Ces commentaires ont alimenté la réflexion des permanents et nous a permis d'orienter également notre travail d'enquête vers une analyse des activités que nous effectuons dans et avec nos groupes. Pour ce faire, nous avons voulu réaliser un aperçu du fonctionnement d'une partie de nos groupes ainsi que des dynamiques internes qui les guident.

## 3.2. Le type de groupes

Nous constatons que progressivement, deux types de groupes se sont développés au sein des Equipes Populaires. Les groupes appelés « équipes » réunissent des militants qui se rencontrent de façon régulière, généralement une fois par mois, et qui abordent un sujet de société (consommation, politique locale ou nationale, inégalités, travail, qualité de vie...). Leurs discussions ont pour objectif de mieux cerner les enjeux liés au sujet traité, d'évaluer des pistes de solutions existantes ou d'en formuler de nouvelles. Ils basent leur réflexion sur des articles, des documentaires, des expériences de vie partagées, des rencontres. Les groupes « projets », quant à eux, se réunissent avec l'objectif de construire ensemble un projet sur un thème ciblé. Il peut s'agir d'un ciné-club, d'un potager collectif, d'un groupe d'achats, d'un atelier de consommateurs, etc.

Cette distinction s'est formalisée il y a quelques années, lorsque le Mouvement a adapté ses stratégies en termes d'approche des publics et d'animation, et ce suite aux évolutions du monde de la militance. Le groupe "équipe", considéré comme plus classique par sa forme et par ses méthodes (application de la pédagogie dite du « voir-juger-agir ») a, à une époque, montré des signes d'essoufflement. Peu à peu ont alors été créés des projets suivant des méthodes de mobilisation citoyenne considérées comme plus en phase avec les réalités de terrain actuelles.

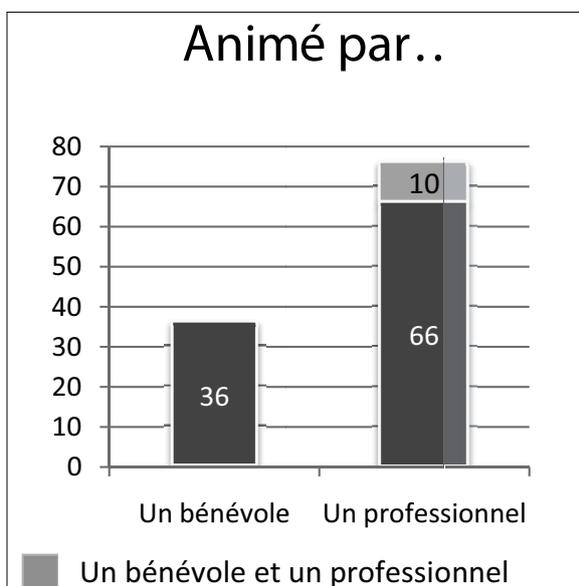


Les résultats de l'enquête montrent qu'il existe aujourd'hui pratiquement autant de groupes équipes que de groupes projets. Les groupes équipes sont le plus souvent des groupes anciens et leur nombre diminue progressivement. Les permanents constatent cependant une tendance dans une partie des groupes à ne pas rester dans un système figé. Autant les groupes équipes peuvent à un moment donné se décider à se lancer dans un projet, autant les groupes projets souhaitent parfois élargir leurs thématiques et s'intéresser à d'autres sujets portés par le Mouvement.

### 3.3. Le type d'animateur

Chaque groupe fonctionne grâce au travail effectué par un animateur qui organise et prépare les réunions, les activités, qui relaie les actions du Mouvement. Cet animateur est soit un membre bénévole, soit un professionnel du Mouvement.

Nous avons souhaité voir dans quelle proportion la présence du professionnel était nécessaire au bon fonctionnement du groupe. Les résultats obtenus montrent qu'un professionnel est présent pour 68% des groupes. L'animation d'un tiers des groupes est assurée par un bénévole seul. Dans 9% des groupes, c'est un duo professionnel-bénévole qui anime les activités.



En croisant les données du type de groupe (équipe ou projet) avec le type d'animateur, on se rend compte que 57% des groupes « équipe » sont animés uniquement par des bénévoles contre 17% dans les groupes « projet ».

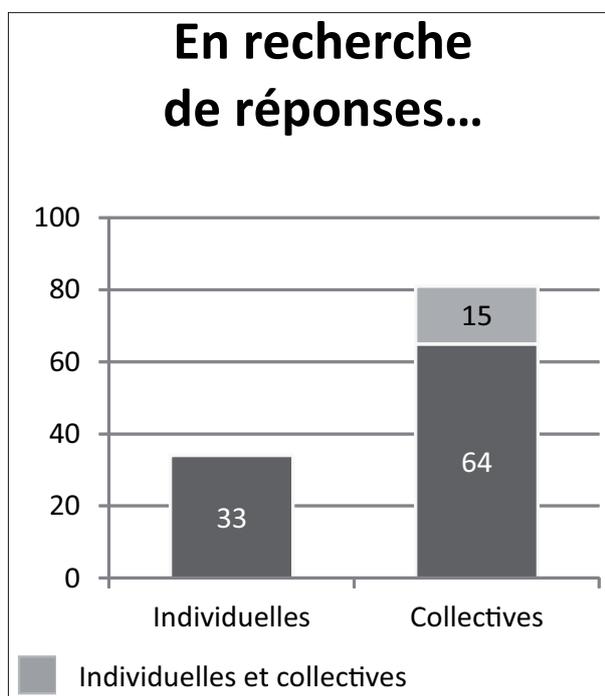
### 3.4. Le type de réponses recherchées

Tant les groupes équipes que les groupes projets se caractérisent par leur volonté de se saisir d'une ou de plusieurs questions liées à l'actualité sociale, économique ou politique afin d'en comprendre mieux les rouages et les enjeux.

Pour certains groupes, ce travail se réalise dans une visée collective, c'est-à-dire que les membres portent leur réflexion sur les causes, les conséquences, les alternatives, les pistes de solutions collectives à des problèmes qui concernent la structure de la société dans son ensemble. Dans un groupe, il s'agira de comprendre quelles sont les pratiques commerciales qui nous entraînent à consommer toujours plus ; dans un autre, on voudra se saisir de la question de l'impôt juste en lien avec le financement du système de sécurité sociale ; dans un troisième, on réfléchira aux alternatives à mettre en place en termes d'alimentation durable.

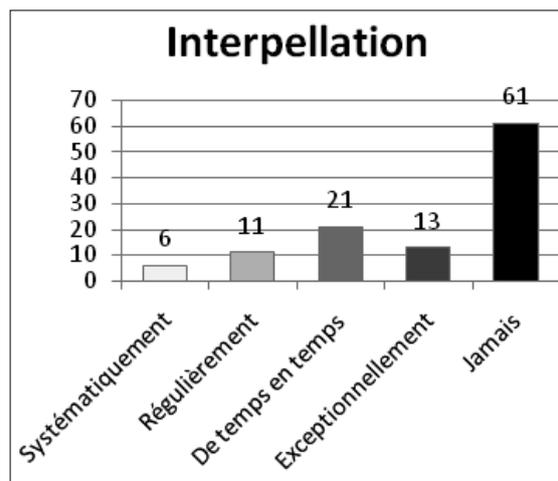
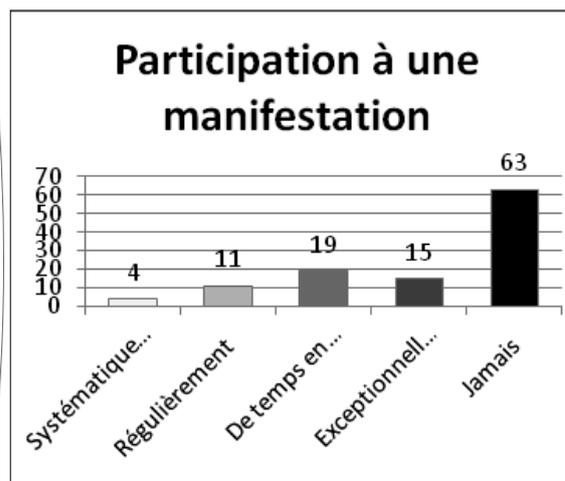
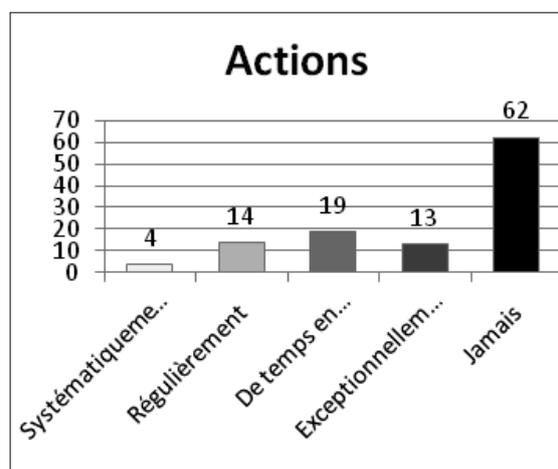
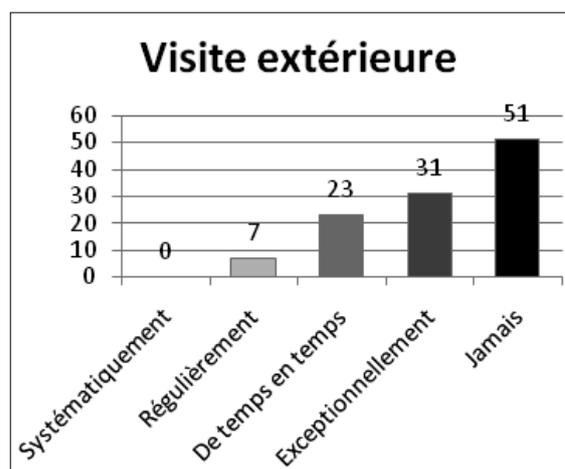
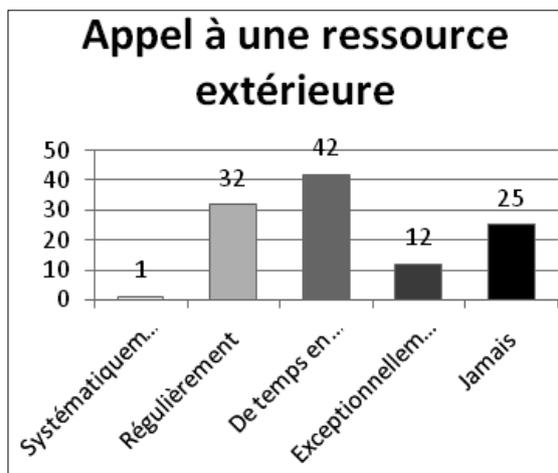
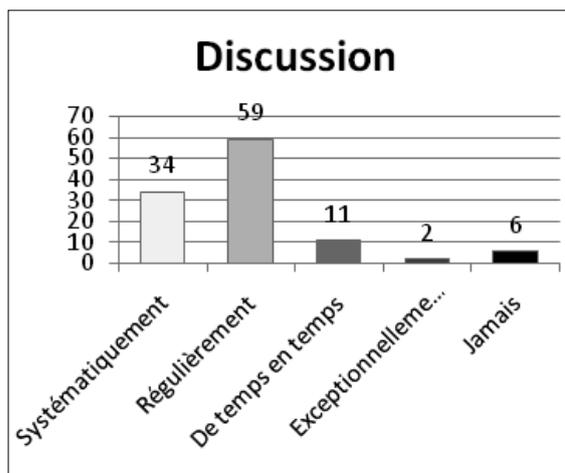
Dans d'autres groupes, ce sont d'abord les réponses à des questions très individuelles qui importent. Les membres viennent chercher dans la réunion une explication et des pistes concrètes à des questions liées à la consommation d'énergie, à la recherche d'un logement, à la gestion d'un budget...

Dans 70% des cas, les groupes portent leur réflexion sur des enjeux, pour tout ou pour partie, collectifs. On compte 30% de groupes dans lesquelles les membres sont encore très fortement orientés vers des réponses qui sont uniquement d'ordre individuel.



### 3.5. Le type d'activités menées

La dernière composante de la dynamique des groupes que nous avons souhaité analyser concerne le type d'activités menées à l'intérieur des groupes. Nous avons donc demandé à l'ensemble des permanents de déterminer la fréquence avec laquelle leurs groupes effectuent les actions suivantes lors de leurs rencontres : discussion interne au groupe sur un sujet donné, appel à une ressource extérieure qui vient rencontrer le groupe pour lui apporter de l'information nouvelle, visite d'un lieu intéressant à l'extérieur de l'endroit de réunion habituel (association, exposition, entreprise...), participation à une action organisée par le Mouvement, participation à une manifestation, interpellation d'un niveau de pouvoir sur un sujet particulier (par exemple lié à la politique communale). Les résultats nous montrent que plus on va vers l'action et l'interpellation, moins les groupes sont actifs.



Pour la grande majorité des groupes, c'est la réunion de discussion autour d'un thème bien précis qui rythme le travail au cours des mois. Si la majorité des groupes (67%) s'ouvre vers l'extérieur et a déjà participé, au moins une fois, à une action collective (revendication, manifestation ou inter-

pellation), 33% des groupes n'ont par contre jamais porté collectivement une action ou une revendication.

## 3.6. Commentaires des permanents

Tout comme nous l'avions fait sur le thème des classes sociales lors du chapitre précédent, nous avons demandé aux permanents des différentes fédérations de s'exprimer sur les résultats obtenus ainsi que sur leur vision de la dynamique des groupes et de l'approche de la conflictualité.

De manière générale, les permanents constatent que le travail qu'ils réalisent a changé au cours des dernières années et ceci non seulement parce qu'ils ont été amenés à rencontrer de nouveaux publics, vivant selon eux des situations de précarité importantes, mais aussi parce que l'univers des mouvements sociaux, de la militance, de la revendication a changé et que le monde dans lequel nous vivons est globalement devenu *très individualiste*.

Ce que l'on perçoit, c'est une réelle tension dans les trajectoires conduites avec les groupes entre une logique éducative chez ceux qui souhaitent avant tout comprendre, et une logique d'action chez ceux qui souhaitent contester. Mais les deux ne sont probablement pas antinomiques. Emancipation individuelle et action collective restent des objectifs à articuler dans le travail quotidien.

### 3.6.1. De l'émancipation individuelle...

De l'avis des équipes d'animation, le groupe, qu'il soit groupe « équipe » ou groupe « projet », est un lieu de rencontre, de discussion, de convivialité dans lequel les participants sentent qu'ils peuvent parler de leurs difficultés, être écoutés et entendus, comprendre mieux le monde qui les entoure, construire, avec d'autres, des pistes de solutions aux problèmes qu'ils rencontrent ou à ceux qu'ils perçoivent autour d'eux. Pour un nombre important de personnes, et particulièrement les plus vulnérables, *le groupe est leur bouffée d'oxygène et il brise leur solitude. Certains ne se rendent pas compte qu'ils vivent une fracture sociale importante, qu'ils sont complètement isolés, socialement mais aussi au niveau de la mobilité. Briser cet isolement n'est pas toujours évident et faire le pas de participer à un groupe, lorsqu'il s'agit par exemple d'un groupe d'appui<sup>(53)</sup> ne va pas de soi, les participants arrivent parfois au groupe avec beaucoup de craintes puis au fur et à mesure, ils se libèrent vraiment. C'est interpellant ! On se dit qu'il faut recréer des lieux un peu partout, des lieux de parole, des lieux d'échange. C'est vraiment de cela dont les gens ont besoin !*

Les groupes locaux sont donc vécus comme des lieux d'échange devenus trop rares à notre époque. Un échange possible avec d'autres et qui semble redonner confiance à chacun en sa capacité d'analyse mais aussi d'action. Et nombreux sont les permanents qui soulignent combien ils remarquent chez certains membres une réelle émancipation. L'un souligne qu'il voit *que les gens évoluent. Pour certains, ils ont pris de l'assurance, assumé des responsabilités. Sans doute que notre travail les a aidés et soutenus*. Un autre confirme, en insistant sur l'inscription de ces évolutions dans la durée, que *pour certaines personnes, le travail est fla-*

*grant et l'évolution au bout de quelques années est évidente. C'est extrêmement positif ! Un des permanents relate l'expérience d'un groupe qui a participé à l'organisation d'un événement à l'échelon de sa commune : on a même organisé un débat public sur le surendettement pendant lequel des participants ont réussi à prendre la parole. C'est quelque chose d'exceptionnel ! Pour Monsieur et Madame tout-le-monde, qui a déjà pu organiser un débat public et osé prendre la parole devant une série de bourgmestres ou de présidents de CPAS ? Redonner une voix à ceux qui n'en ont plus, tel est un des objectifs du Mouvement particulièrement mis en évidence : il y a des gens qui n'ont aucun accès à une possibilité d'être entendus ou écoutés. C'est notre travail de rechercher les gens qui sont un peu sur le banc pour leur permettre de s'exprimer. Le fait d'être simplement entendus suffit déjà à remettre en confiance. Je crois qu'il y a une série de gens qui ne savent pas comment se faire entendre. Il y a des réalités qui ne sont pas connues, pas exprimées.*

L'émancipation individuelle, conçue à la fois comme un épanouissement personnel, un développement de l'esprit critique, une envie d'expression, une ouverture des possibles semble donc être un des effets positifs des trajectoires d'éducation permanente menées sur le long terme avec les membres des groupes. Mais cet aspect est à nuancer, certains permanents constatent d'une part que si des participants paraissent vivre une émancipation, *pour d'autres, on voit qu'il n'y a pas de changements et qu'ils continuent à fonctionner de la même manière* et d'autre part que *s'il y a incontestablement une émancipation, elle est parfois très individuelle. Quand on passe dans le solidaire, c'est tout de suite plus compliqué.*

### **3.6.2. ... à l'action collective**

Si les évolutions d'ordre individuel sont, à de nombreux titres, positives, il semble néanmoins que l'émancipation individuelle ne soit pas vue comme la seule finalité de notre action en tant que Mouvement d'éducation permanente en recherche d'une plus grande justice sociale. En ce sens, la plupart des permanents s'accordent à dire que *l'action collective, c'est un peu la finalité du travail que l'on fait. L'idéal c'est de pouvoir aller vers une action de mobilisation, de revendication.*

Une des difficultés majeures rencontrée lorsqu'il s'agit d'amener les groupes vers de l'action (manifestation, interpellation, occupation de l'espace public) c'est que *les gens se reconnaissent plus facilement dans une vision individuelle que collective.* Dans une société qui divise, *il devient de plus en plus compliqué de coaliser sur des idées.* En ce domaine, les médias jouent apparemment un rôle important : *les gens ont la télé comme principale source d'information qui forme leur pensée, qui arrive avec des choses simplistes mais parfois très dures à démonter.* La première tâche de l'animateur se situe dès lors dans un processus d'analyse, de remise en question, de compréhension : *la première étape c'est d'abord d'entendre des gens, de les rassembler et de faire un tri dans ce qui arrive sur la table.* C'est donc toute une étude de la société dans sa complexité qui est à développer avec le groupe, au départ notamment de l'expertise que ses membres ont pu développer au cours de leurs propres expériences de vie.

Coaliser sur des idées est important, parce que c'est par *l'angle collectif qu'il faut attaquer les*

*choses et c'est déjà un pas si les gens réalisent qu'il y a vraiment des avantages à se mettre ensemble. Mais le travail est généralement long : bien sûr, il y a des points communs entre tous les membres, c'est une certaine inquiétude par rapport à l'avenir et une recherche de plus de justice sociale. C'est une préoccupation qui est là pour certains dès le départ. Pour d'autres, elle est en latence, elle apparaît au fur et à mesure du travail collectif. Parfois, des personnes peuvent venir par rapport à des souhaits individuels et puis ils découvrent petit à petit la dimension collective. Il y a tout un cheminement qui s'effectue.*

Malgré tout, les permanents expriment le sentiment que les membres sont *peu dans l'action* de manière générale, et dans l'action collective plus particulièrement. L'un d'entre eux remarque qu'aujourd'hui, *il est devenu difficile de faire bouger les militants pour aller à des manifestations alors qu'avant, lorsque le syndicat lançait une manif, tout le monde y allait.* Cette manière de participer de façon presque inconditionnelle aux actions que le Mouvement propose reste apparemment très présente chez les membres les plus âgés, qui ont bien souvent derrière eux un passé nourri d'action collective. Par contre, pour les participants à nos groupes qui cumulent une série de difficultés économiques et sociales, il arrive *un moment où la galère est tellement dure à vivre qu'ils se résignent et ne sont plus capables de se mobiliser.*

Cette situation ne manque pas d'interpeller les professionnels qui soulignent à la fois qu'il est important d'aller vers des personnes en situation de désaffiliation (les profils C comme nous les avons appelés) mais aussi que ce sont des membres qui vont très peu vers des dynamiques d'action collective et ce pour plusieurs raisons. En premier lieu, il s'agit de personnes qui demeurent parfois longtemps dans des demandes très individuelles tant *ils sont dans l'urgence de la résolution de problèmes personnels.* Deuxièmement, il semble qu'il y ait un problème de *sentiment d'adhésion au Mouvement* et donc une réelle difficulté de compréhension et de perception des enjeux et combats portés par celui-ci. Pour les permanents, la conséquence est que *plus on va vers des publics précaires, moins on pérennise le Mouvement car ce ne sont pas des personnes qui vont rester.* Enfin, ce sont généralement des membres qui craignent l'ouverture vers l'extérieur et ceci résulte à la fois d'un manque de confiance mais aussi souvent de réels problèmes de mobilité.

### 3.6.3. La pratique de la conflictualité ?

Comme nous l'avons déjà abordé, la question du rapport à la conflictualité nous semble intrinsèquement liée à la recherche d'une définition des milieux populaires. Nous avons donc estimé qu'il était ici intéressant de permettre aux permanents d'exprimer la perception qu'ils ont de cette notion qui semble faire sens chez eux de manière unanime.

Nous avons tout d'abord constaté que pour tous les permanents, il y a des conflits à mener, et ils sont variés. Le conflit est d'abord vu comme un processus qui met face à face deux parties dont les intérêts sont divergents. La première étape est donc bien de définir et de comprendre qui l'on a en face de soi : *quand on parle de conflit, il y a généralement deux parties. Si on est en conflit avec quelqu'un, c'est qu'il y a sans doute un ennemi à identifier. Dans notre société actuelle avec ses fractures sociales et économiques, quel est l'ennemi commun ? C'est peut-être la question à se poser...* Mais la réponse est sans doute moins évi-

dente à trouver et *pouvoir identifier l'adversaire ne se fait plus de la même manière qu'avant. Avant, on pouvait cibler l'employeur par exemple. Mais maintenant, même l'employeur est employé de quelqu'un d'autre, alors il faut remonter vers qui, les actionnaires ? C'est difficile de définir avec qui et contre qui on mène le conflit.* Cette remarque, chaque permanent interrogé l'a formulée. Toute la difficulté aujourd'hui, *c'est d'identifier et de situer le conflit* et c'est pourtant la démarche préliminaire parce que *définir cet « adversaire » commun, cela rassemble.*

Vu comme l'expression, face à quelqu'un dont les intérêts sont divergents, de constats de manquements, de demandes de changement ou de réclamations, le conflit peut se construire tant dans le quotidien dans lequel *il y a des micro-conflits à mener partout, dans la famille, dans le quartier, dans l'entreprise,* que vers des sphères qui semblent de prime abord moins accessibles : *cela prend forme doucement dans la tête des gens. Ils se disent que l'ennemi commun c'est peut-être la mondialisation, le patronat, les actionnaires et tous leurs choix financiers dont on ne maîtrise absolument rien et qui pourtant déterminent un peu la face du monde.*

Pourtant, un animateur fait le constat que l'époque actuelle est particulièrement peu propice au conflit et que *l'on est dans un pays dans lequel tout est très consensuel et où les gens ont pris l'habitude qu'il n'y ait plus de conflit.* En ce sens, la pratique de la conflictualité n'est pas aisée et une série de conditions sont nécessaires à sa réussite car *on ne mène pas toujours tous les conflits qu'on aimerait mener. Identifier ce contre quoi on veut lutter, c'est déjà une étape importante du conflit !* Après, *on passe à l'action ou non, parfois aussi en fonction de nos capacités.* Et l'on sait combien il n'est pas facile de se mettre en conflit avec une personne ou une institution. Le frein, c'est parfois simplement la crainte que la situation ne s'empire lorsqu'on la présente à la lumière du jour et à ce titre, il est important de maîtriser les différentes données du conflit pour savoir *comment on va le mener. Est-ce qu'on va au conflit directement, en sachant qu'on risque de se fermer toutes les portes ou alors propose-t-on une alternative qui permette de gérer le conflit différemment ?* Donc *la question du conflit c'est comment le gérer, le canaliser, le cibler pour ne pas se mettre en marche contre le monde entier !* D'autre part, pour les membres, qui vivent dans des conditions difficiles, la complexité est parfois aussi de supporter le conflit dans la durée. Prenons l'exemple d'un locataire qui se bat pour améliorer la qualité de son logement social. Il y a conflit avec le propriétaire qui est une société de logement. La personne est là avec le sentiment de ne pas avoir été entendue. Il faut aider les gens à gérer ce conflit, à l'exprimer et surtout à éviter de le personnaliser mais se dire qu'il faut le ramener sur les manquements de la société de logement dans son ensemble et se demander ce que l'on peut mettre en place par rapport à cela. Ce qui est difficile à comprendre pour les gens, c'est que même s'ils se mobilisent, les choses prennent du temps. Parfois, ils ne voient pas le bout du tunnel, ils ont l'impression que le conflit est interminable. Parfois ils ne savent plus si c'est contre la société de logements, la Région wallonne ou la commune qu'ils doivent se battre. C'est compliqué pour eux !

Parmi les témoignages recueillis, on constate que la définition d'un conflit commun est aussi perçue comme une manière de rassembler des individus qui n'avaient pas - ou plus - conscience de vivre des rapports de force, souvent non exprimés, mais pourtant similaires. Un des animateurs fait d'ailleurs constater qu'il est important de re-coaliser les personnes que nous touchons et de pratiquer avec elles cette conflictualité parce que *les classes supérieures et les élites, elles, ont vraiment une conscience de classe et savent qu'elles sont dans*

*un conflit. Leur conscience de ce conflit est à leur grand avantage. Ce même animateur poursuit en rappelant que l'usage d'un terme n'est jamais anodin et que si nous rechignons parfois à utiliser le mot « populaire » pour toute une série de raisons, qualifier notre public de « défavorisé » ou de « précaire » est peut-être parfois plus dangereux qu'il n'y paraît : j'ai vu le spectacle de Frank Lepage<sup>(54)</sup> dans lequel il disait que, quand il a commencé dans le milieu associatif, lorsqu'on parlait de gens d'un quartier qu'on nommerait aujourd'hui défavorisé, à l'époque on parlait « des exploités ». Il dit que c'est intéressant, quand on parle d'exploité, cela sous-entend qu'il y a un exploiteur. Et s'il y a exploiteur tu vas tout de suite voir qui est en face de toi et aller faire chier les patrons. Pour un défavorisé, tu ne vas pas faire chier le monde, c'est juste un type qui n'a pas eu de pot !*

Identifier un conflit, déterminer qui l'on a en face de soi, être en mesure de mener ce conflit vers une issue positive... Il s'agit d'un ensemble de tâches complexes dans lesquelles les permanents trouvent un sens parce que ces termes évoquent à la fois ce qu'ils réalisent quotidiennement sur le terrain mais aussi parce que l'idée de conflit est à même de *solidariser les tranches les plus nombreuses de la population.*

### 3.7. Conclusions intermédiaires et pistes

L'ensemble des remarques exprimées par les professionnels d'animation nous permet à nouveau de faire un retour vers la question principale qui nous occupe, c'est-à-dire la pertinence de l'appellation de « populaire » pour définir la majeure partie de notre public, principalement dans le rapport que nous établissons entre le milieu populaire et la capacité d'action que celui-ci possède.

Tout d'abord, nous constatons que le groupe local est un lieu d'émancipation dont la finalité est l'action collective. C'est-à-dire que le Mouvement continue à toucher un nombre important de personnes qui non seulement subissent des formes de dominations diverses mais auxquelles il faut également redonner une voix et une possibilité de se faire entendre. Comme le soulignait Benoît Schneckenburger, le milieu populaire a été aujourd'hui privé du droit de s'exprimer et une des tâches que nous réalisons au quotidien c'est d'amener des personnes à retrouver leur droit au chapitre dans des questions qui les concernent avant tout. En ce sens, la progressive disparition, en Belgique francophone, de la référence au terme « populaire » pour nommer les publics que nous côtoyons contribue largement à rendre muet ce groupe majoritaire de la population. Précédemment, la conscience d'appartenance à une classe sociale permettait à tous de reconnaître ses pairs et de percevoir les similitudes entre les situations vécues dans les ménages ou sur les lieux de travail. Aujourd'hui, la première victoire que nous marquons dans les groupes, c'est lorsque leurs participants prennent conscience que d'autres vivent les mêmes problèmes qu'eux. C'est dire si le milieu populaire est éclaté et si le sentiment d'appartenance à une classe a été presque entièrement effacé au cours des dernières décennies. C'est donc ce souci de la coalition de l'ensemble des publics que nous touchons autour d'idées et de mobilisations communes qui semble devoir continuer à guider notre action.

Néanmoins, les conditions d'une émancipation et d'une mise en action sont à interroger. Trouver l'équilibre entre la réflexion et l'action, entre le temps à l'interne du groupe et l'ou-

verture vers l'extérieur est un défi difficile à mener à bien, particulièrement au vu de l'évolution du public rencontré et de la précarisation qui touche une part non négligeable de celui-ci. De l'avis des permanents, les milieux populaires se mobilisent plus difficilement qu'avant et certains membres des groupes se suffisent de l'apport individuel et émancipateur que leur apporte la dynamique d'éducation permanente. Un des enjeux des années à venir reste donc de savoir comment coaliser les membres autour de combats à porter de manière commune. A ce niveau, c'est à la fois le processus de formation des animateurs en contact direct avec le public ainsi que l'adaptation des stratégies de développement des fédérations et des méthodes de mobilisation citoyenne qui sont à creuser afin de créer les conditions propices à de nouvelles formes de militance propres aux milieux populaires tels qu'ils se définissent aujourd'hui. Cette question des méthodes est essentielle si l'on veut continuer à travailler dans un sens où les membres participent activement à l'élaboration des revendications portées par le Mouvement. Une des craintes des permanents est en effet de se voir devenir prestataires de services pour des personnes qui deviendraient bénéficiaires de projets et non pas acteurs de changements. Ce souci de la méthode rejoint aussi la question du populaire telle que Christian Maurel la définissait : *la catégorie sociale des acteurs importe moins (cela peut être des chômeurs de fin de droit ou des chercheurs du CNRS) que les procédures et les modes d'apprentissage qui, dans tous les cas, peuvent être qualifiés de populaires au sens où les individus y sont à la fois sujet et objet d'un acte social, politique, éducatif et culturel.*<sup>(55)</sup>

Enfin, retenons que la notion de conflit est porteuse de sens dans la mesure où elle fait entrevoir une piste de possible coalition des différentes fractions des milieux populaires. C'est en amenant les participants aux groupes à percevoir qu'ils vivent des situations communes, en les aidant à déterminer les causes des problèmes qu'ils rencontrent, en déterminant vers qui et comment diriger le conflit que l'animateur pourra peu à peu aider les différents individus qu'il a en face de lui à refaire groupe, voire même à refaire classe. La conscience du conflit à mener peut être une voie à explorer en vue de redynamiser la capacité d'action des groupes dans une réelle perspective de transformation sociale. Garder cette idée à l'esprit peut nous aider à éviter de ne considérer que l'émancipation individuelle comme but unique de notre action mais aussi à refuser l'instrumentalisation de notre travail vu par d'autres comme un service proposé dans une perspective d'intégration favorisant la cohésion sociale. Cette vision du conflit semble également à même de rassembler les professionnels autour d'une parole commune concernant le travail qu'ils effectuent. En ce sens, il serait important de définir mieux encore la notion et de déterminer quels sont les conflits que les groupes portent et à partir de quel moment ils estiment qu'ils mènent un conflit.

## Conclusion :

# Vers la reconstruction d'une conscience collective partagée

Condamnés aux livres d'histoire et à la désuétude les « milieux populaires » ? Pas si sûr que cela... Au terme de ce parcours, nous avons envie de réaffirmer qu'en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, le « petit peuple » existe toujours. Un peuple complexe, multiforme, insaisissable. Des personnes qui tentent de mener leur barque dans une vie dont ils ne maîtrisent pas toutes les ficelles. Certains s'en sortent très bien, d'autres moins. Tous ont une série de points en commun, tous ont un intérêt au changement, même s'ils n'en sont pas nécessairement conscients.

« Populaire », le public avec lequel nous travaillons l'est certainement. Parce que dans le quotidien de notre action nous rencontrons des gens, travailleurs avec ou sans emploi, habitants de villes, de cités ou de campagnes, familles aux revenus parfois très corrects, parfois beaucoup plus modestes, diplômés ou non, qui nous racontent leurs vies et les événements qu'ils subissent parfois mais aussi leurs espoirs et leurs envies de changement. « Populaire », notre travail l'est également. Parce que les trajectoires que nous suivons dans nos groupes, nous les construisons avec les participants, et non pour eux et parce que nous croyons fermement à la capacité des différentes fractions qui composent le monde populaire à retrouver une parole et une voix pour mener des conflits porteurs de sens.

Pourtant, deux écueils importants guettent tout qui s'aventure à porter un discours sur les milieux populaires et nous devons nous en méfier. Le premier consisterait à ne considérer que la part la plus souffrante, la plus précaire, la plus désaffiliée de ces milieux. Restreindre le monde populaire aux plus démunis c'est s'enfoncer dans un misérabilisme qui risque de nous entraîner vers les chemins de l'action sociale et de l'assistanat alors que le travail d'éducation permanente reste à nos yeux fondamentalement un projet d'émancipation personnelle et d'action collective. N'enlevons pas aux milieux populaires leur capacité à prendre leur destin en main ! Le second écueil est celui de la glorification d'une classe populaire qui serait unie, forte et vertueuse, prête à se lever contre toutes les injustices et à se battre sur tous les fronts. Croire que les milieux populaires sont par essence solidaires et capables de faire basculer l'ordre du monde c'est s'aveugler sur la réalité de notre époque.

L'urgence à laquelle nous devons notamment répondre aujourd'hui, c'est travailler à la nécessaire re-coalition des milieux populaires fragmentés. Une des étapes de ce projet est

fondamentalement liée à l'usage ou non que nous ferons de certains termes. Si les précaires, les travailleurs sans emploi, les femmes, les sans-papiers, les habitants des cités sociales, les jeunes se retrouvent au point de reformer de mini classes sociales, il est important de veiller à ce que ces groupes ne situent pas les conflits à mener entre eux, laissant alors à la tranquillité de leurs limbes les classes possédantes et dirigeantes. C'est pour éviter que cette fragmentation des milieux populaires ne se transforme finalement en incapacité à se rencontrer et à se comprendre qu'il nous faut continuer à les percevoir comme faisant partie d'un ensemble large. De l'avis des sociologues qui étudient actuellement le sujet, l'appellation de « classes populaires » ou de « milieux populaires », si elle pose certaines questions, n'en reste pas pour le moins le syntagme qui correspond le mieux à la réalité contemporaine. Réalité qui attend aujourd'hui d'être étudiée et analysée de manière plus approfondie, *une tâche intellectuellement urgente, et politiquement nécessaire* selon Olivier Schwartz<sup>(56)</sup>.

Au-delà de l'attention qu'il faut porter à l'usage des termes, nous estimons que cette re-coalition passe aussi par une nécessaire mixité dans l'approche des groupes qui composent notre Mouvement. Dans cette perspective, ce sont autant les méthodes d'animation que les stratégies de mobilisation qui sont à adapter à la réalité actuelle de nos publics. Plutôt que de mettre de côté la réflexion et l'action avec les milieux dits « populaires » nous préférons nous poser à présent la question de la manière dont nous pourrions mettre en place des trajectoires qui participeront à la reconstruction d'une conscience collective partagée.

Enfin, nous estimons que la finalité de notre action en tant que Mouvement social et Mouvement d'éducation permanente n'est pas d'acheter la paix sociale à tout prix et c'est à ce titre que la notion de conflit fait sens pour nous. A l'instar de Christian Maurel, il nous semble que cette notion doit se situer au cœur de notre action de terrain si nous voulons que le peuple trouve - ou retrouve - une place d'interlocuteur dans la vie politique et sur l'espace public parce que nous pensons que *les politiques publiques ne peuvent plus, à elles seules, résoudre les contradictions de la société et les violences qu'elles génèrent, sinon à continuer à penser que, pour faire face, il suffit de refouler le conflit au profit de consensus faux et mystificateurs et, ainsi, de vouloir formater un citoyen abstrait et idéal au détriment d'un homme réel, complexe, situé et capable de prendre son destin en main*. Repenser le conflit comme une étape essentielle du processus démocratique et travailler à sa pratique tant dans la réflexion que dans l'action c'est aussi, à nos yeux, faire œuvre d'éducation permanente.

Dans son petit ouvrage, Benoît Schneckengerber souligne l'importance de la conscience d'appartenance à un groupe social comme premier pas pour qu'un individu puisse penser et agir de manière solidaire avec d'autres membres de sa classe : *Nous projetons un avenir commun et nous nous faisons peuple. Dans la lutte pour l'essentiel, nous prenons conscience de notre communauté d'intérêts, de notre appartenance à un même corps politique et Camus a raison de dire « je me révolte donc nous sommes » (...). Cela ne va pas de soi. Le peuple est produit et comme toute production, son surgissement suppose un travail lent : celui de la prise de conscience, de la réflexion, de l'échange. C'est à ce lent travail de la réappropriation des milieux populaires par eux-mêmes, et pour eux-mêmes, que nous dédions notre action. C'est à leur capacité à retrouver une parole et à faire entendre leur voix que nous voulons poursuivre notre travail, pour construire ensemble un projet de société porteur d'une réelle justice sociale.*

# Notes de bas de page

1 Le décret de 1976 distingue les organisations d'éducation permanente des adultes des organisations de promotion socio-culturelle des travailleurs, ces dernières devant « s'adresser et s'adapter par priorité au public du milieu populaire ».

2 Jean Daems est sociologue et ancien secrétaire général du MOC.

3 Jean Blairon est docteur en philosophie et lettres et directeur de l'asbl RTA.

4 Emile Servais est sociologue.

5 CHAUVEL L., « Le retour des classes sociales ? » dans *Revue de l'OFCE*, n° 79, octobre 2001, pp.317-318.

6 « Vivre dans la modernité liquide. Entretien avec Zygmunt Bauman », propos recueillis par Xavier de la Vega, consultable en ligne sur <http://wiki.labomedia.org>.

7 CASTEL R., *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Librairie Arthème Fayard, 1995, p.561.

8 *Idem*, p.14.

9 Corzier cité par CASTEL R., *op cit.*, p.575.

10 CASTEL R., *op cit.*, p.599-600.

11 MENDRAS H., *La Seconde Révolution française : 1965-1984*, Gallimard, Paris, 1994, p.60-67.

12 *Idem*, p.60-67.

13 BOURDIEU P. et PASSERON J.-C., *La Reproduction. Eléments pour une théorie du système d'enseignement*, Editions de Minuit, Paris, 1970.

14 Collectif ACCS-MOC, *Regards croisés sur l'éducation permanente*, EVO, 1996.

15 CHAUVEL L., *op. cit.*, p.335.

16 LIPIETZ A., *La société en sablier*, Editions La Découverte, 1998.

17 CHARLIER J-M, « Les milieux populaires en question » dans *Question de point de vue*, septembre 2011, Equipes Populaires.

18 CASTEL R., *op. cit.*, p.17-19.

19 « Quand les modes de vie transforment la société. Entretien avec Jean Viard » dans COLLECTIF, *Qui sont les français ? Portrait d'une société*, numéro spécial de la revue Sciences humaines, n° 237, mai 2012, p. 33.

20 *Idem*, p. 35.

21 « Vivre dans la modernité liquide. Entretien avec Zygmunt Bauman », *op. cit.*

22 *Idem*.

23 MAUREL C., *Education populaire et puissance d'agir. Les processus culturels de l'émancipation*, L'Harmattan, 2010, p.69-70.

24 Période de forte croissance économique et de prospérité dans les pays occidentaux entre 1945 et 1973-1975.

25 Les catégories socioprofessionnelles définies dans l'étude réalisée par Louis Chauvel sont : agriculteurs,

indépendants, cadres, professions intermédiaires, employés, ouvriers, sans profession.

26 SCHWARTZ O., « Vivons-nous encore dans une société de classes ? » dans *La vie des idées*, publié sur [lavedesidees.fr](http://lavedesidees.fr) le 22 septembre 2009, p.7.

27 CHAUVEL L., *op. cit.*, p.357.

28 COLLECTIF, « Classes sociales, classes populaires », numéro spécial de la revue *Traces de Changements*, n° 205, mars-avril 2012.

29 MAUREL C., *op. cit.*, p.65.

30 *Idem.*

31 Pour rappel, l'identité temporelle est celle qui confère à une catégorie la possibilité de traverser le temps sur plusieurs générations et ceci étant dû tant à la faible mobilité sociale de ses représentants qu'à la rareté des échanges matrimoniaux avec les autres catégories.

32 BOURDIEU P., *La misère du monde*, Seuil, 1993.

33 SCHWARTZ O., « Peut-on parler des classes populaires ? » dans *La vie des idées*, publié sur [lavedesidees.fr](http://lavedesidees.fr) le 13 septembre 2011, p.2.

34 *Idem*, p.2.

35 LAHIRE Bernard, *La raison des plus faibles : rapport au travail, écritures domestiques et lectures en milieux populaires*, Presses universitaires de Lille, 1993.

36 MAUREL C., *op. cit.*, p.15.

37 SCHWARTZ O., « Vivons-nous encore dans une société de classes ? » dans *La vie des idées*, publié sur [lavedesidees.fr](http://lavedesidees.fr) le 22 septembre 2009, p.5.

38 CASTEL R., *op. cit.*, p.27-28.

39 SCHWARTZ O., « Vivons-nous encore dans une société de classes ? » dans *La vie des idées*, publié sur [lavedesidees.fr](http://lavedesidees.fr) le 22 septembre 2009.

40 PEUGNY cité par DUPIN E., « Des milieux populaires entre déception et défection » dans *Le Monde diplomatique*, avril 2010.

41 CASTEL R., *op. cit.*, p.30-31.

42 DUPIN E., « Des milieux populaires entre déception et défection » dans *Le Monde diplomatique*, avril 2010.

43 COLLECTIF, « Classes sociales, classes populaires », *op. cit.*, p.2.

44 CHAUVEL L., « Le retour des classes sociales ? », *op. cit.*, p.353.

45 SCHNECKENBURGER B., *Populisme, le fantasme des élites*, Editions Bruno Leprince, 2012, p.47.

46 *Idem*, p.10.

47 *Idem*, p.67.

48 *Idem*, p.70

49 *Idem*, p.72

50 CASTEL R., *op. cit.*, p.29.

51 CHAUVEL L., *op. cit.*, p.352.

52 CASTEL R., *op. cit.*, p.17.

53 Les groupes d'appui sont organisés par les CPAS et doivent assurer une mission de prévention de surendettement au travers d'animations pédagogiques régulières, organisées en vue d'améliorer la situation sociale de personnes surendettées ou l'ayant été ainsi que toute autre personne intéressée essentiellement par les problèmes de gestion budgétaire, de surendettement.

54 Franck Lepage est membre de la coopérative d'éducation populaire *Le Pavé*. Il est notamment auteur de l'ouvrage *L'Éducation populaire, Monsieur, ils n'en ont pas voulu*.

55 MAUREL C., *op. cit.*, p.123.

56 SCHWARTZ O., « Vivons-nous encore dans une société de classes ? », *op. cit.*, p.7.

# Bibliographie

## Ouvrages

ALINSKY S., *Etre radical. Manuel pragmatique pour radicaux réalistes*, Editions Aden, ? (Edition originale 1971).

BOURDIEU P., *La misère du monde*, Editions du Seuil, 1993.

BOURDIEU P. et PASSERON J.-C., *La Reproduction. Eléments pour une théorie du système d'enseignement*, Editions de Minuit, Paris, 1970.

CASTEL R., *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Librairie Arthème Fayard, 1995.

HOGGART R., *La culture du pauvre*, Editions de Minuit, 1970 (Edition originale 1957).

LIPIETZ A., *La société en sablier*, Editions La Découverte, 1998.

MAUREL C., *Education populaire et puissance d'agir. Les processus culturels de l'émancipation*, L'Harmattan, 2010.

MENDRAS H., *La Seconde Révolution française : 1965-1984*, Gallimard, Paris, 1994.

SCHNECKENBURGER B., *Populisme, le fantasme des élites*, Editions Bruno Leprince, 2012.

## Articles

BAJOIT G., « Eduquer à l'action collective », article écrit en mars 2012 suite à sa conférence lors du colloque *Les champs de l'éducation : graines de changement social ?*, consulté sur [www.reseau-idee.be](http://www.reseau-idee.be), le 15 juin 2012.

CHARLIER J.-M., « Les milieux populaires en question » dans *Question de point de vue*, septembre 2011, Equipes Populaires.

CHAUVEL L., « Le retour des classes sociales ? » dans *Revue de l'OFCE*, n° 79, octobre 2001, pp. 315-359.

COLLECTIF, « Qui sont les Français ? Portrait d'une société », numéro spécial de la revue *Sciences humaines*, n°237, mai 2012, pp. 30-65.

COLLECTIF, « Classes sociales, classes populaires », numéro spécial de la revue *Traces de Changements*, n°205, mars-avril 2012.

DUPIN E., « Des milieux populaires entre déception et défection » dans *Le Monde diplomatique*, avril 2010.

HUSTACHE S., REMAN P., MATHIEU F. et CHARLIER J.-M., « Milieux populaires entre exploitation et vulnérabilité » dans Collectif ACCS-MOC, *Regards croisés sur l'éducation permanente*, EVO, 1996, pp. 119-135.

LAHIRE Bernard, *La raison des plus faibles : rapport au travail, écritures domestiques et lectures en milieux populaires*, Presses universitaires de Lille, 1993.

SCHWARTZ O., « Peut-on parler des classes populaires ? » dans *La vie des idées*, publié sur [laviedesidees.fr](http://laviedesidees.fr) le 13 septembre 2011.

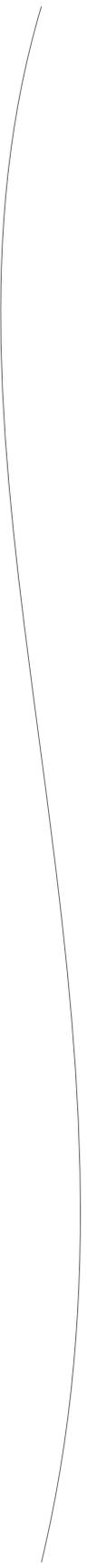
SCHWARTZ O., « Vivons-nous encore dans une société de classes ? » dans *La vie des idées*, publié sur [laviedesidees.fr](http://laviedesidees.fr) le 22 septembre 2009.

## Entretiens

« Haut, bas, fragile : sociologies du populaire. Entretien avec Annie Collovald et Olivier Schwartz », site internet de *Vacarme*, n°37 automne 2006.

« Vivre dans la modernité liquide. Entretien avec Zygmunt Bauman », propos recueillis par Xavier de la Vega, consultable en ligne sur <http://wiki.labomedia.org>.





Parler de « milieux populaires » a-t-il encore un sens aujourd'hui ? Pris au cœur de la tourmente des grands bouleversements subis par le marché du travail et la société salariale depuis les années septante, ils ont été profondément transformés. Et le dés-usage des mots n'a guère servi à les rendre perceptibles. L'appellation « milieux populaires » en est devenue floue, peu explicite, sujette à de nombreuses interprétations divergentes, et du coup à la source de nombreuses représentations réductrices. Non, les milieux populaires ne se circonscrivent pas au cœur d'appellations comme celles de « publics défavorisés » !

Muriel Vanderborght rompt avec une vision passéiste de la question et démontre toute la pertinence de rendre aux milieux populaires la place centrale qu'ils méritent dans l'analyse des rapports sociaux actuels. En s'appuyant sur les pratiques des Equipes Populaires et sur les travaux d'analystes renommés (Castel, Chauvel, Maurel, Schwartz, etc.), l'auteure met en lumière la position sociale commune qui les rassemble, faite notamment de domination sociale et de séparation culturelle. Alors même que le contexte et les réalités les divisent, les éclatent ou les placent en concurrence...

Cette étude interroge en conséquence aussi le monde de l'éducation permanente, que l'on voudrait réaffirmer éducation populaire : quel rôle s'assigne-t-elle dans la difficile tâche de re-coaliser les différentes fractions de milieux populaires forcément éclatés ?



Equipes Populaires  
Rue de Gembloux, 48  
5002 Namur - 081/73.40.86  
[secretariat@equipespopulaires.be](mailto:secretariat@equipespopulaires.be)  
[www.equipespopulaires.be](http://www.equipespopulaires.be)

